

## Alors que les Africains entament une année politique chargée, le scepticisme marque un déclin du soutien aux élections

Dépêche No. 761 d'Afrobarometer | Hervé Akinocho

### Résumé

L'année 2024 promet d'être riche en élections en Afrique. Des scrutins nationaux sont prévus dans 23 pays africains, de l'élection présidentielle des Comores en janvier à celle du Ghana en décembre (EISA, 2024 ; Chemam, 2024).

Même les élections sans heurts sont des moments de tension et d'enjeux importants qui peuvent mettre les processus démocratiques à l'épreuve. Et les élections en Afrique n'ont pas toujours été des démonstrations d'une organisation sans heurts, de conditions de jeu libres et transparentes et de résultats universellement acceptés (Gueye, 2009 ; M'Cormack-Hale & Dome, 2022). La dernière décennie a été marquée par une multitude de remises en cause des normes démocratiques dans la quête du pouvoir, qu'il s'agisse de la manipulation des constitutions dans le but de conserver le pouvoir, de la répression d'activités de campagne légitimes, de violences pré- et post-électorales, de fraudes électorales ou de coups d'Etat. Rien que depuis 2020, le continent a connu neuf coups d'Etat réussis, dont six en Afrique de l'Ouest et huit dans des pays francophones (AJLabs, 2023 ; Africanews, 2023 ; Adekoya, 2021 ; Freedom House, 2019 ; Mbulle-Nziege & Cheeseman, 2022 ; Institute for Security Studies, 2023 ; Zounmenou & Adam, 2021 ; Darracq & Magnani, 2011).



Ces irrégularités et abus se poursuivent en dépit des efforts déployés par les organisations régionales en vue de renforcer les processus démocratiques. Par exemple, le protocole sur la démocratie et la bonne gouvernance de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (2001) prévoit que toute réforme de la constitution ou de la législation électorale dans les six mois précédant une élection doit faire l'objet d'un consensus entre toutes les parties, mais les acteurs politiques contournent souvent cette disposition.

Si les élections ne constituent qu'un aspect de la démocratie (Lindberg, 2006), elles attirent une attention considérable de la part du public, et des élections mal gérées, irrégulières ou litigieuses peuvent ébranler la confiance des citoyens vis-à-vis des élections et du fonctionnement de la démocratie (Afrobarometer, 2023 ; M'Cormack-Hale & Dome, 2022a, b ; Bratton & Bhoojedhur, 2019 ; Penar, Aiko, Bentley, & Han, 2016 ; Penar, 2016 ; Darracq & Magnani 2011 ; Zounmenou & Adam, 2021).

Les efforts déployés par la classe politique et les organes électoraux en vue de consolider la confiance du public vis-à-vis des élections impliquent souvent la mise en place de systèmes de contrôle complexes et coûteux, tels que le vote électronique au Nigéria, qui ont fait passer le coût par habitant des élections africaines à plus du double de la moyenne mondiale, sans pour autant garantir des élections largement perçues comme légitimes (Sawyer, 2022).

Alors que les citoyens à travers le continent abordent une saison électorale chargée, comment perçoivent-ils la qualité et l'efficacité de leurs élections ?

Les résultats des enquêtes Afrobarometer au titre du Round 9 dans 39 pays africains montrent que si la plupart des Africains estiment que les élections sont la meilleure méthode pour choisir leurs dirigeants, cette préférence s'est affaiblie au cours de la dernière décennie. La plupart des répondants se sentent libres de voter comme ils l'entendent et considèrent leurs dernières élections globalement libres et transparentes, mais moins de la moitié pensent que les élections garantissent une gouvernance représentative et redevable. La confiance du public envers les organismes nationaux en charge de la gestion des élections est faible dans la plupart des pays.

### **L'enquête Afrobarometer**

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains, relatives à la démocratie, à la gouvernance et à la qualité de vie. Neuf rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 42 pays depuis 1999. Les enquêtes du Round 9 (2021/2023) couvrent 39 pays. (Voir le Tableau A.1 en annexe pour la liste des pays et des dates des travaux de terrain.)

Les partenaires nationaux d'Afrobarometer réalisent des entretiens en face à face dans la langue de choix du répondant avec des échantillons représentatifs au niveau national qui produisent des résultats nationaux avec des marges d'erreur de +/-2 à +/-3 points de pourcentage à un taux de confiance de 95%.

Cette analyse repose sur 53.444 entretiens dans 39 pays sondés. Les comparaisons au fil du temps se concentrent sur 30 pays inclus dans tous les cycles d'Afrobarometer du Round 5 au Round 9 (ou 31 pays du Round 6 au Round 9), mais toutes les questions n'ont pas été posées dans chaque pays à chaque tour. Les données sont pondérées de façon à obtenir des échantillons nationaux représentatifs. Pour les moyennes multi-pays, tous les pays sont pondérés à égalité (plutôt que proportionnellement à la taille de la population).

### **L'enquête Afrobarometer**

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains, relatives à la démocratie, à la gouvernance et à la qualité de vie. Neuf rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 42 pays depuis 1999. Les enquêtes du Round 9 (2021/2023) couvrent 39 pays. (Voir le Tableau A.1 en annexe pour la liste des pays et des dates des travaux de terrain.)

Les partenaires nationaux d'Afrobarometer réalisent des entretiens en face à face dans la langue de choix du répondant avec des échantillons représentatifs au niveau national qui produisent des résultats nationaux avec des marges d'erreur de +/-2 à +/-3 points de pourcentage à un taux de confiance de 95%.

Cette analyse repose sur 53.444 entretiens dans 39 pays sondés. Les comparaisons au fil du temps se concentrent sur 30 pays inclus dans tous les cycles d'Afrobarometer du Round 5 au Round 9 (ou 31 pays du Round 6 au Round 9), mais toutes les questions n'ont pas été posées dans chaque pays à chaque tour. Les données sont pondérées de façon à obtenir des échantillons nationaux représentatifs. Pour les moyennes multi-pays, tous les pays sont pondérés à égalité (plutôt que proportionnellement à la taille de la population).

### **Soutien aux élections et à la compétition multipartite**

- Trois-quarts (75%) des Africains soutiennent les élections libres, transparentes et régulières comme le meilleur moyen de choisir leurs dirigeants, dont 50% sont « tout à fait d'accord » avec ce point de vue ([Figure 1](#)).
  - Plus de six citoyens sur 10 soutiennent les élections à travers tous les pays sondés, à l'exception du Lesotho, où la majorité (54%) des répondants préfèrent d'autres méthodes pour choisir les dirigeants. Le soutien aux élections atteint neuf citoyens sur 10 environ au Libéria (92%) et en Sierra Leone (89%) ([Figure 2](#)).
  - Le soutien aux élections s'accroît avec l'âge, variant de 73% chez les 18-35 ans à 78% chez les plus de 55 ans. Il est particulièrement plus marqué en Afrique de l'Est (83%) et en Afrique de l'Ouest (79%) que dans les autres régions (69%-71%) ([Figure 3](#)).
  
- Cependant, si le soutien au choix des dirigeants par le biais d'élections demeure important, il a considérablement régressé au cours de la dernière décennie ([Figure 4](#)). En moyenne, dans les 29 pays où cette question a été posée aussi bien en 2011/2013 qu'en 2021/2023, ce soutien a chuté de 8 points de pourcentage, avec notamment un déclin massif en Tunisie (-24 points de pourcentage), au Burkina Faso (-19 points) et au Lesotho (-19 points). La Sierra Leone est le seul pays sondé à enregistrer une hausse importante du soutien aux élections (+13 points).
  
- Presque deux tiers (64%) des Africains soutiennent la compétition multipartite pour garantir que les électeurs puissent réellement choisir qui les gouverne, tandis que 34% pensent que les partis politiques favorisent la division et la confusion et que leur pays n'a pas besoin d'en avoir beaucoup ([Figure 5](#)).
  - La demande pour un système multipartite excède trois quarts des adultes dans neuf pays, en tête desquels le Congo-Brazzaville (81%), le Botswana (80%) et les Seychelles (80%) ([Figure 6](#)). Mais moins de la moitié des citoyens souhaitent une compétition entre les partis en Tunisie (32%), au Lesotho (34%), au Soudan (38%), au Burkina Faso (39%), au Mali (40%), à São Tomé et Príncipe (41%) et en Guinée (43%) – dans bien des cas, des pays qui ont connu des crises, des coups d'Etat manqués ou réussis, voire des guerres civiles.
  - En moyenne, dans les 30 pays régulièrement sondés depuis 2011/2013, le soutien à la compétition multipartite est demeuré stable autour de deux tiers environ (62%-64%) de la population. Mais les variations à l'échelle nationale ont été remarquables, avec notamment des hausses à deux chiffres du soutien en Eswatini (+31 points de pourcentage), au Botswana (+18), au Kenya (+17) et au Sénégal (+17). En revanche, le soutien à la compétition entre partis a fortement décliné au Lesotho (-36 points), au Niger (-20), au Mali (-18), au Burkina Faso (-17) et en Guinée (-14) ([Figure 7](#)).
  - Le souhait d'un système multipartite est un peu moins marqué chez les citoyens plus âgés (-7 points de pourcentage), beaucoup moins marqué chez les citoyens moins instruits (-16 points), et plus particulièrement en Afrique du Nord (44%, contre 79% en Afrique Centrale) ([Figure 8](#)).
  
- Presque trois quarts (73%) des citoyens déclarent qu'après avoir perdu une élection, l'opposition devrait coopérer avec le gouvernement pour contribuer au développement du pays, plutôt que de contrôler et critiquer le gouvernement pour l'obliger à rendre des comptes. Cette opinion est majoritaire dans tous les pays sondés, de 55% en Mauritanie à 84% au Cabo Verde ([Figure 9](#)).

## Participation aux élections

- Presque à égalité avec le soutien aux élections, le taux auto-déclaré de participation aux dernières élections nationales de leur pays avoisine les trois quarts des adultes (72%) (Figure 10). Les taux de participation sont particulièrement élevés aux Seychelles (91%), en Sierra Leone (89%) et au Libéria (89%), tandis que moins de la moitié des citoyens déclarent avoir voté au Maroc (49%), au Gabon (48%), au Soudan (42%), en Côte d'Ivoire (41%) et au Cameroun (41%).
  - Les plus jeunes (63% des 18-35 ans) sont beaucoup moins susceptibles de déclarer avoir voté que les tranches plus âgées (78%-84%). Les taux de vote rapportés sont également relativement faibles chez les femmes, les résidents urbains et les répondants les plus instruits, et sont bien plus bas en Afrique du Nord et en Afrique Centrale (51% chacun) que dans les autres régions (72%-79%) (Figure 11).

## Efficacité des élections

- Moins de la moitié (42%) des Africains pensent que les élections dans leur pays permettent d'élire des députés qui représentent l'opinion des électeurs. Une minorité analogue (45%) de répondants estiment que les élections permettent aux électeurs de révoquer les dirigeants qui ne répondent pas aux attentes du peuple (Figure 12).
  - Ces évaluations sont demeurées relativement stables au cours des huit dernières années (Figure 13).
- La Tanzanie (64%) et le Ghana (62%) enregistrent les niveaux de confiance les plus élevés quant au fait que les élections garantissent la représentativité, alors que moins d'un citoyen sur cinq au Gabon (17%) et en Eswatini (18%) sont de cet avis (Figure 14). Il est intéressant de noter que certains pays souvent reconnus pour leur haut niveau de démocratisation enregistrent des niveaux de confiance inférieurs à la moyenne en la capacité des élections à assurer la représentativité, notamment le Botswana (25%), le Cabo Verde (34%), Maurice (36%) et les Seychelles (39%).
- La confiance en la capacité des élections de permettre aux électeurs de remplacer les dirigeants non performants est étonnamment faible au Gabon (14%), où le règne de la famille Bongo a duré 55 ans avant d'être interrompue par un coup d'Etat en août 2023, et en Eswatini (15%), où une monarchie constitutionnelle a résisté aux pressions en faveur d'une réforme politique. Même si Maurice et le Botswana sont présentés comme des modèles démocratiques, un tiers seulement de leurs citoyens (34% chacun) considèrent que leurs élections donnent aux électeurs le pouvoir de renverser les dirigeants en place. En revanche, c'est au Ghana (80%), pays qui a connu de multiples alternances à la tête de l'Etat et du parti au pouvoir, et en Gambie (72%), où 22 années de dictature se sont soldées par une défaite électorale et l'exil de Yahya Jammeh, que la confiance en cette fonction des élections est la plus forte (Al Jazeera, 2017).
  - La perception que les élections garantissent la représentativité est particulièrement faible parmi les citoyens les plus instruits (37%) et les citoyens des pays d'Afrique Centrale (30%) (Figure 15). La tendance est presque identique pour ce qui est de l'opinion selon laquelle les élections permettent aux électeurs d'écartier les dirigeants non performants.

## Qualité et légitimité des élections

- Les Africains sont très nombreux à déclarer qu'ils se sentent « entièrement libres » (65%) ou « assez libres » (20%) de voter pour le candidat de leur choix sans subir de pression. Seulement 14% se sentent sous pression ou contraints ([Figure 16](#)).
  - Ce sentiment de liberté est presque universel (97% se sentent « entièrement » ou « assez » libres) en Gambie, en Zambie, en Sierra Leone et en Tanzanie. Il est beaucoup moins répandu en Ethiopie et en Eswatini, où respectivement 28% et 35% seulement se sentent « entièrement libres » ([Figure 17](#)).
  - Les Ouest-Africains sont les plus susceptibles de dire qu'ils se sentent assez/entièrement libres de voter comme ils le souhaitent (90%), tandis que les Centre-Africains se sentent les moins libres (75%) ([Figure 18](#)).
  
- Six Africains sur 10 disent que leurs dernières élections nationales étaient « entièrement libres et transparentes » (37%) ou « libres et transparentes avec des problèmes mineurs » (23%). Cependant, un tiers (34%) des répondants déclarent que leurs élections étaient « ni libres ni transparentes » ou « libres et transparentes avec des problèmes majeurs » ([Figure 19](#)).
  - Ces appréciations divergent de plus de 60 points de pourcentage d'un pays à l'autre, d'un quart seulement des Gabonais (24%) et des Soudanais (25%) à presque neuf Tanzaniens (87%) et Libériens (85%) sur 10 qui pensent que leurs élections étaient globalement libres et transparentes ([Figure 20](#)).
  - La perception que les élections étaient libres et transparentes est beaucoup moins répandue en Afrique Centrale et du Nord (37% et 40%, respectivement) que dans les autres régions (59%-66%). Les habitants des zones rurales, les citoyens plus âgés et les répondants moins instruits sont plus susceptibles de considérer leurs élections libres et transparentes que les citadins, les jeunes et les répondants plus instruits ([Figure 21](#)).
  - En moyenne dans les 31 pays régulièrement sondés depuis 2014/2015, le sentiment que les élections sont généralement libres et transparentes a régressé de 64% à 58% ([Figure 22](#)).
  
- En ce qui concerne deux autres indicateurs des conditions électorales – le secret du scrutin et la sécurité personnelle – la majorité des Africains n'ont guère de raisons de s'inquiéter. Néanmoins, une importante minorité d'Africains pensent qu'il est possible pour des personnes influentes de savoir comment ils ont voté (30%) et déclarent avoir eu « un peu » ou « beaucoup » peur de l'intimidation ou de la violence lors de leur élection la plus récente (21%) ([Figure 23](#)).
  - Les doutes relatifs au secret du scrutin sont particulièrement élevés au Soudan (53%) et au Cameroun (52%), alors que moins d'un répondant sur six partagent cette inquiétude en Sierra Leone (16%), en Zambie (15%), en Gambie (15%) et en Tanzanie (13%) ([Tableau 1](#)).
  - Presque la moitié des répondants en Guinée et en Ouganda (47% chacun) déclarent avoir craint des intimidations ou des violences lors de leur dernière élection – environ 10 fois plus qu'à Maurice (5%), au Maroc (5%), et à Madagascar (4%).
  
- Par ailleurs, la confiance du public vis-à-vis de la commission chargée d'organiser et gérer les élections est assez faible dans la plupart des pays ([Figure 24](#)). En moyenne, quatre citoyens sur 10 seulement (39%) déclarent faire « partiellement » ou « beaucoup » confiance à leur commission électorale nationale, tandis que 57%

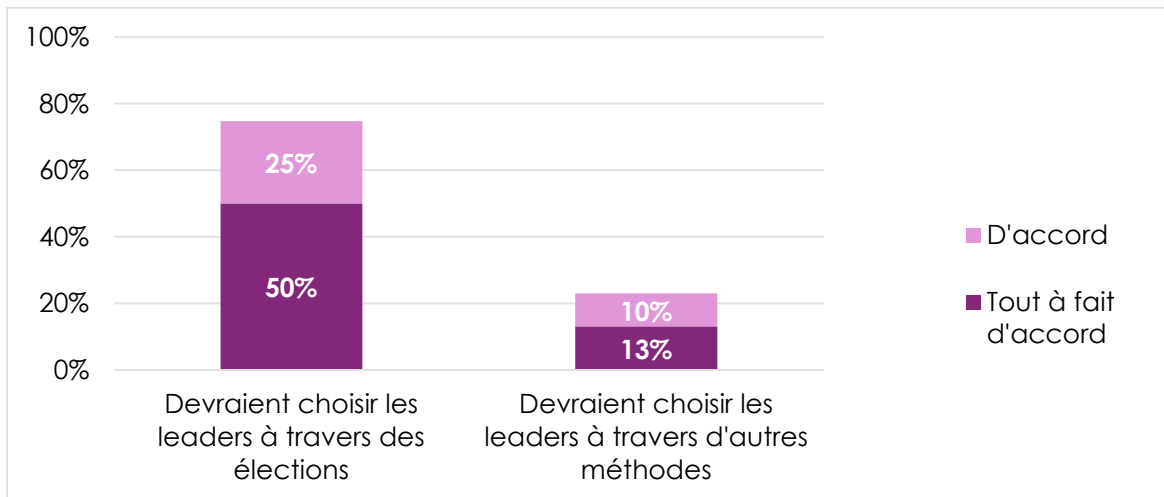
n'expriment que quelque peu ou pas de confiance. La Tanzanie fait figure d'exception, 79% des citoyens exprimant leur confiance en la commission électorale. Moins d'un répondant sur quatre sont de cet avis au Gabon (16%), en Angola (21%), en Eswatini (22%), au Congo-Brazzaville (23%) et au Nigéria (23%).

- La confiance en la commission électorale est particulièrement faible parmi les résidents urbains (35%), les jeunes (37%), les citoyens ayant un niveau d'instruction secondaire ou post-secondaire (35%), et les résidents d'Afrique Centrale (24%) ([Figure 25](#)).
- En moyenne à travers les 27 pays où cette question a été régulièrement posée depuis 2011/2013, la confiance en la commission électorale a chuté de 10 points de pourcentage, de 51% à 41% ([Figure 26](#)).

## Figures

### Soutien aux élections et à la compétition multipartite

Figure 1 : Soutien aux élections | 39 pays | 2021/2023

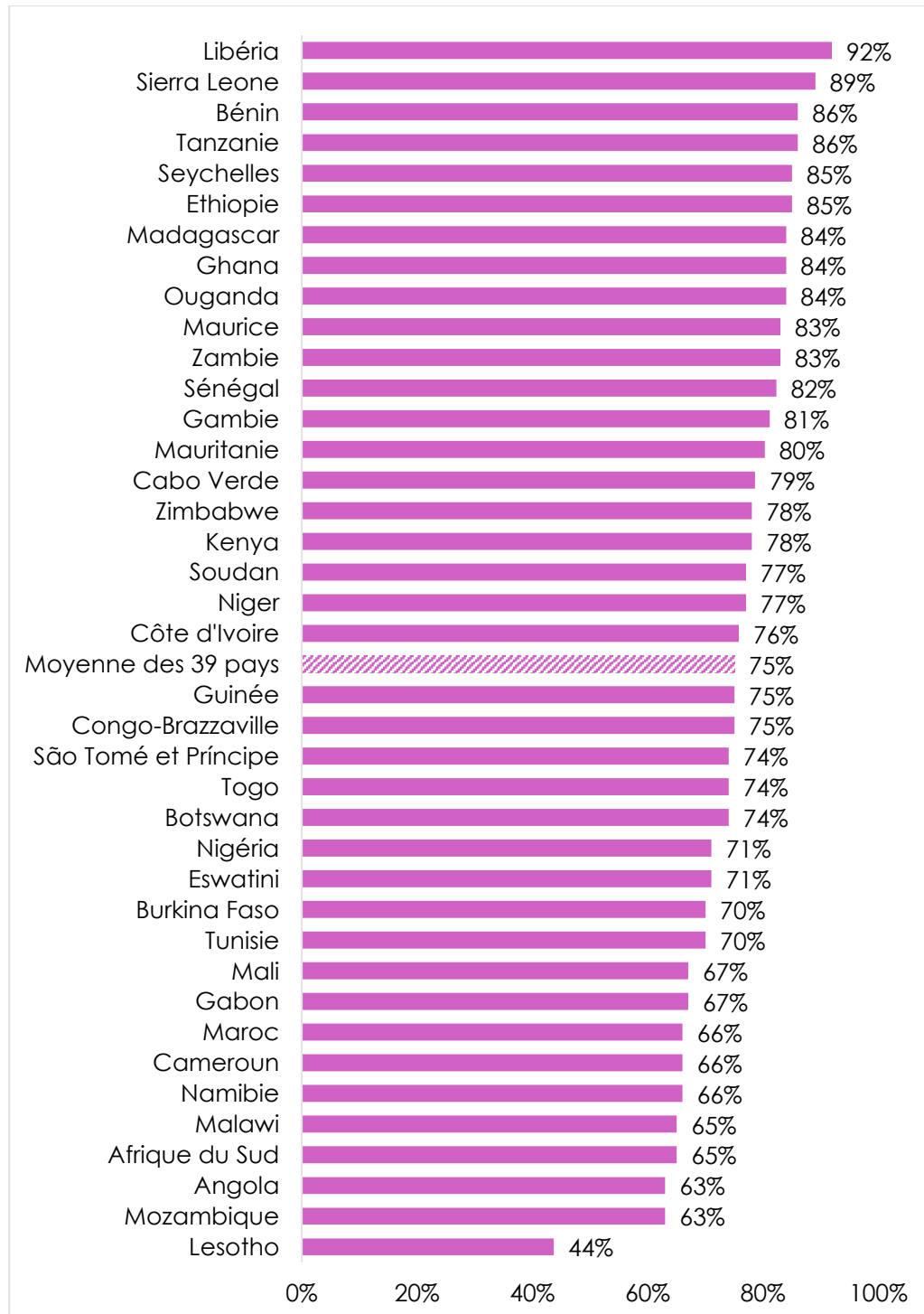


**Question posée aux répondants :** Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?

Affirmation 1 : Nous devrions choisir nos dirigeants dans ce pays à travers des élections régulières, libres et transparentes.

Affirmation 2 : Etant donné que les élections donnent parfois de mauvais résultats, nous devrions adopter d'autres méthodes de choix des dirigeants de ce pays.

**Figure 2 : Soutien aux élections** | 39 pays | 2021/2023



**Question posée aux répondants :** Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?

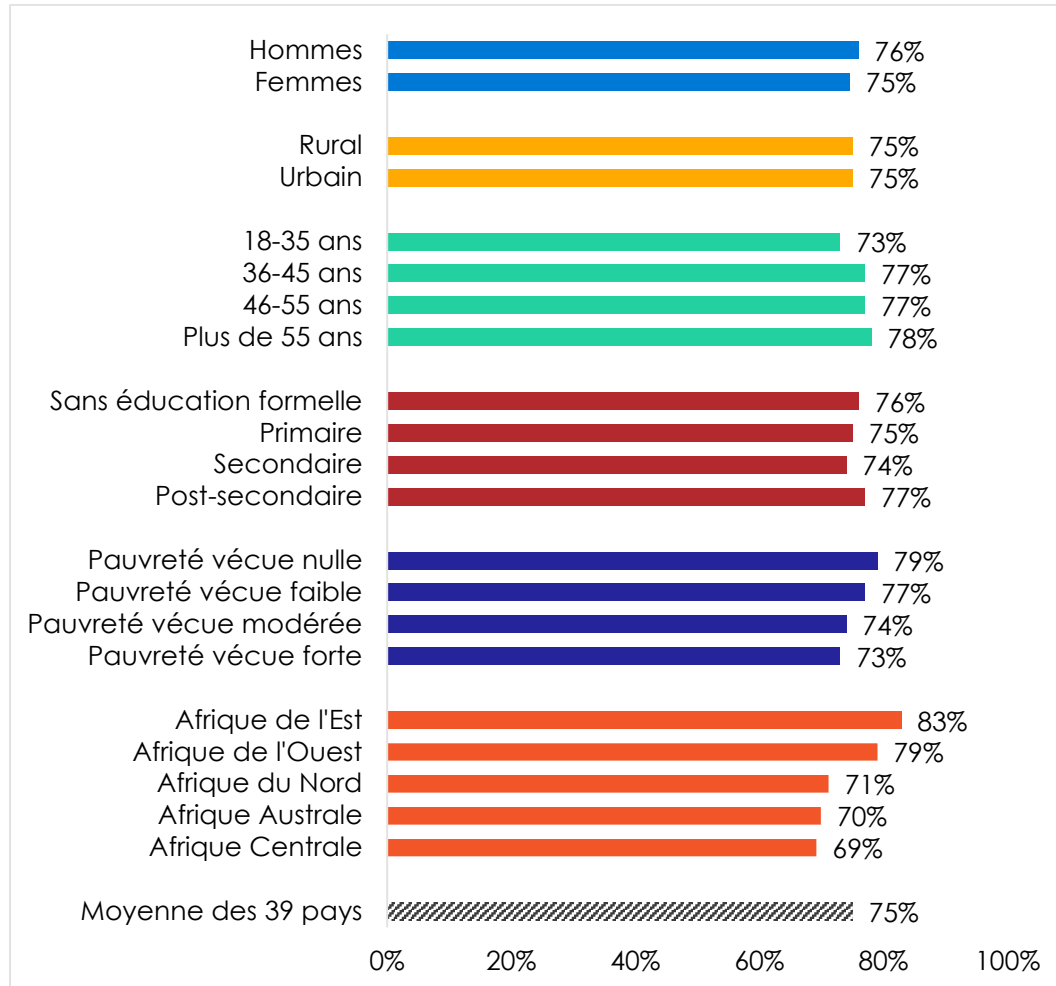
Affirmation 1 : Nous devrions choisir nos dirigeants dans ce pays à travers des élections régulières, libres et transparentes.

Affirmation 2 : Etant donné que les élections donnent parfois de mauvais résultats, nous devrions adopter d'autres méthodes de choix des dirigeants de ce pays.

(% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec l'affirmation 1)



**Figure 3 : Soutien aux élections** | par groupe démographique<sup>1</sup> | 39 pays  
 | 2021/2023



**Question posée aux répondants :** Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?

Affirmation 1 : Nous devrions choisir nos dirigeants dans ce pays à travers des élections régulières, libres et transparentes.

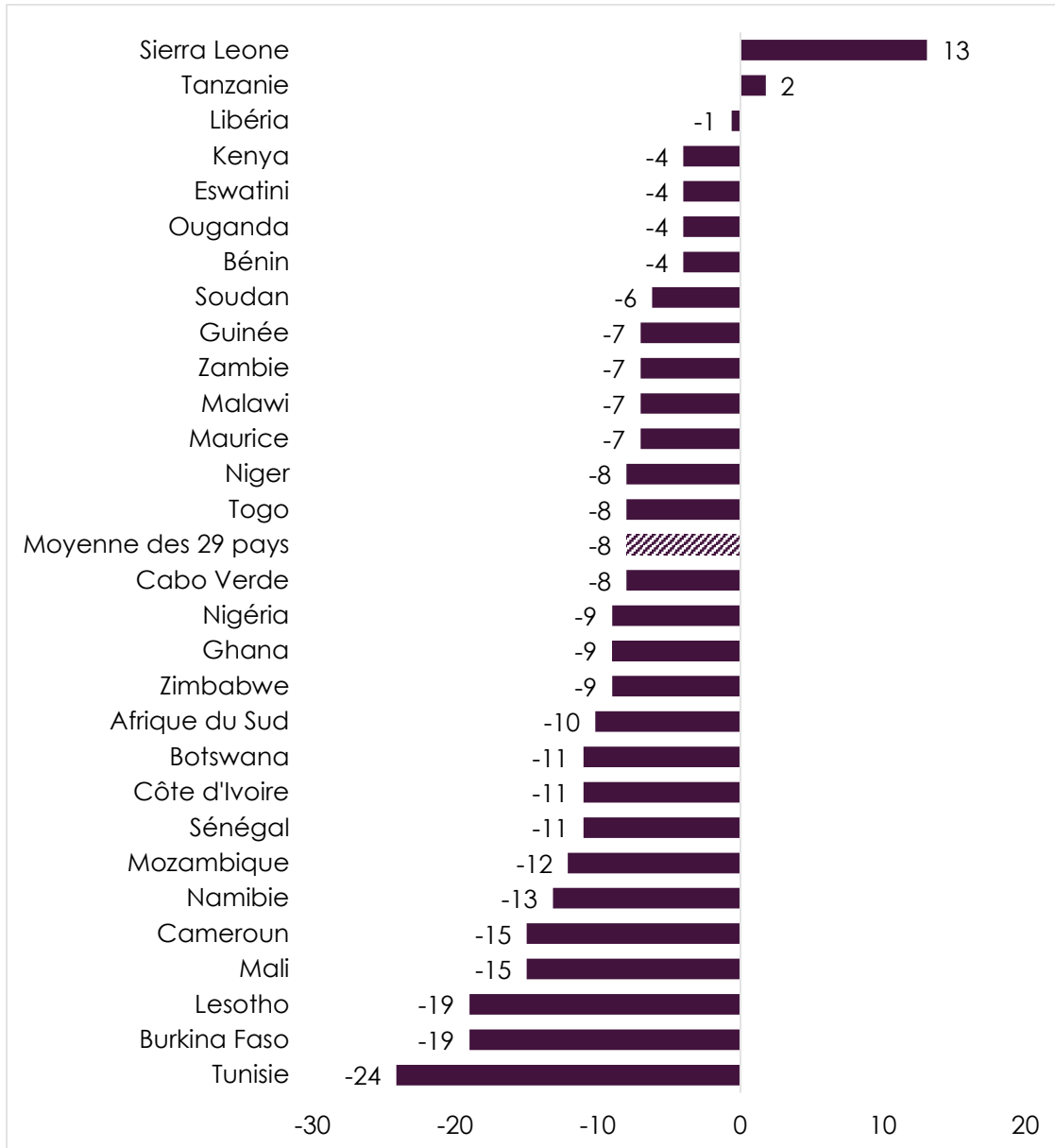
Affirmation 2 : Etant donné que les élections donnent parfois de mauvais résultats, nous devrions adopter d'autres méthodes de choix des dirigeants de ce pays.

(% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec l'Affirmation 1)

<sup>1</sup> L'Indice de la Pauvreté Vécue d'Afrobarometer mesure les niveaux de privation matérielle des répondants en demandant à quelle fréquence eux-mêmes ou leurs familles ont dû vivre sans les nécessités de base (assez de nourriture pour manger à sa faim, assez d'eau pour les besoins domestiques, les soins médicaux, assez de combustible pour la cuisson des repas, et un revenu en espèces) au cours de l'année précédente. Voir Mattes et Patel (2022) pour plus d'informations sur la pauvreté vécue.

Régions : Afrique du Nord (Mauritanie, Maroc, Soudan, Tunisie), Afrique Centrale (Cameroun, Congo-Brazzaville, Gabon, São Tomé et Príncipe), Afrique Australe (Angola, Botswana, Eswatini, Lesotho, Madagascar, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, Afrique du Sud, Zambie, Zimbabwe), Afrique de l'Est (Ethiopie, Kenya, Seychelles, Tanzanie, Ouganda), Afrique de l'Ouest (Bénin, Burkina Faso, Cabo Verde, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Libéria, Niger, Nigéria, Mali, Sénégal, Sierra Leone, Togo)

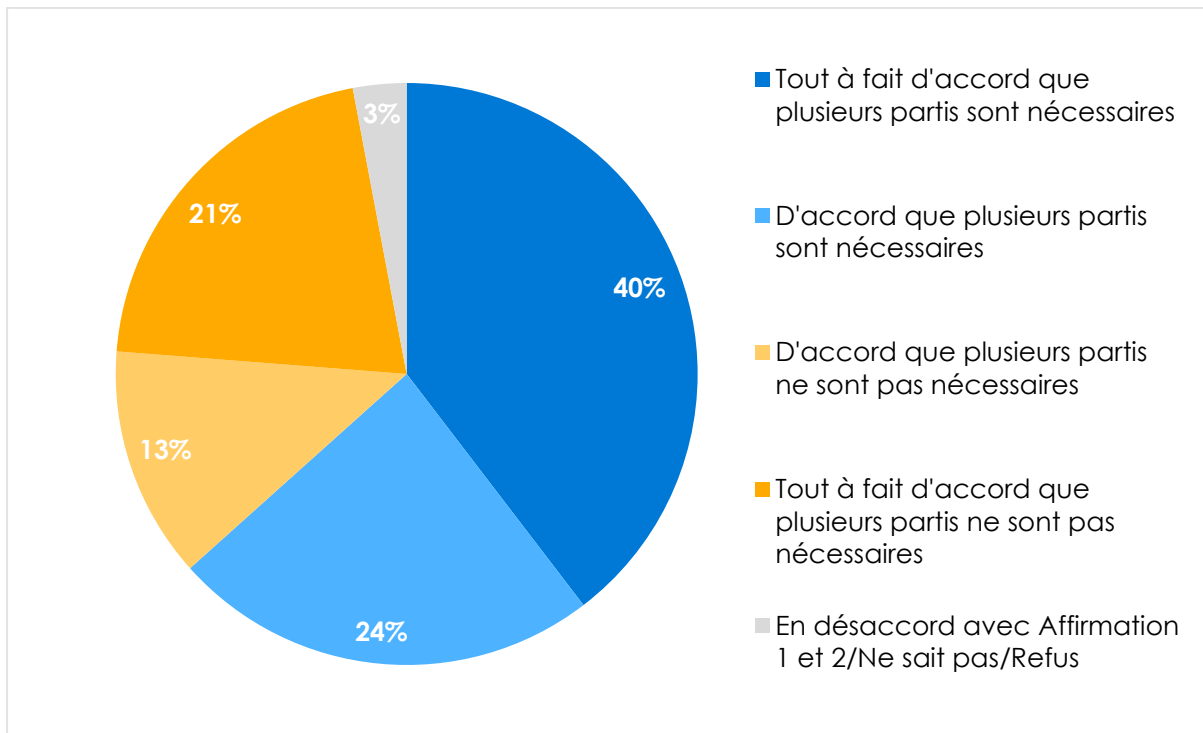
**Figure 4 : Changement dans le soutien aux élections** | 29 pays\* | 2011-2023



La figure montre l'évolution, en points de pourcentage, entre les cycles d'enquête de 2011/2013 et 2021/2023 de la proportion de personnes interrogées qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec le fait que les dirigeants devraient être choisis par le biais d'élections.

\* La question n'a pas été posée au Maroc en 2011/2013.

**Figure 5 : Soutien à la compétition multipartite** | 39 pays | 2021/2023



**Question posée aux répondants :** Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?

Affirmation 1 : Les partis politiques créent la division et la confusion ; il n'est donc pas nécessaire d'en avoir plusieurs dans ce pays.

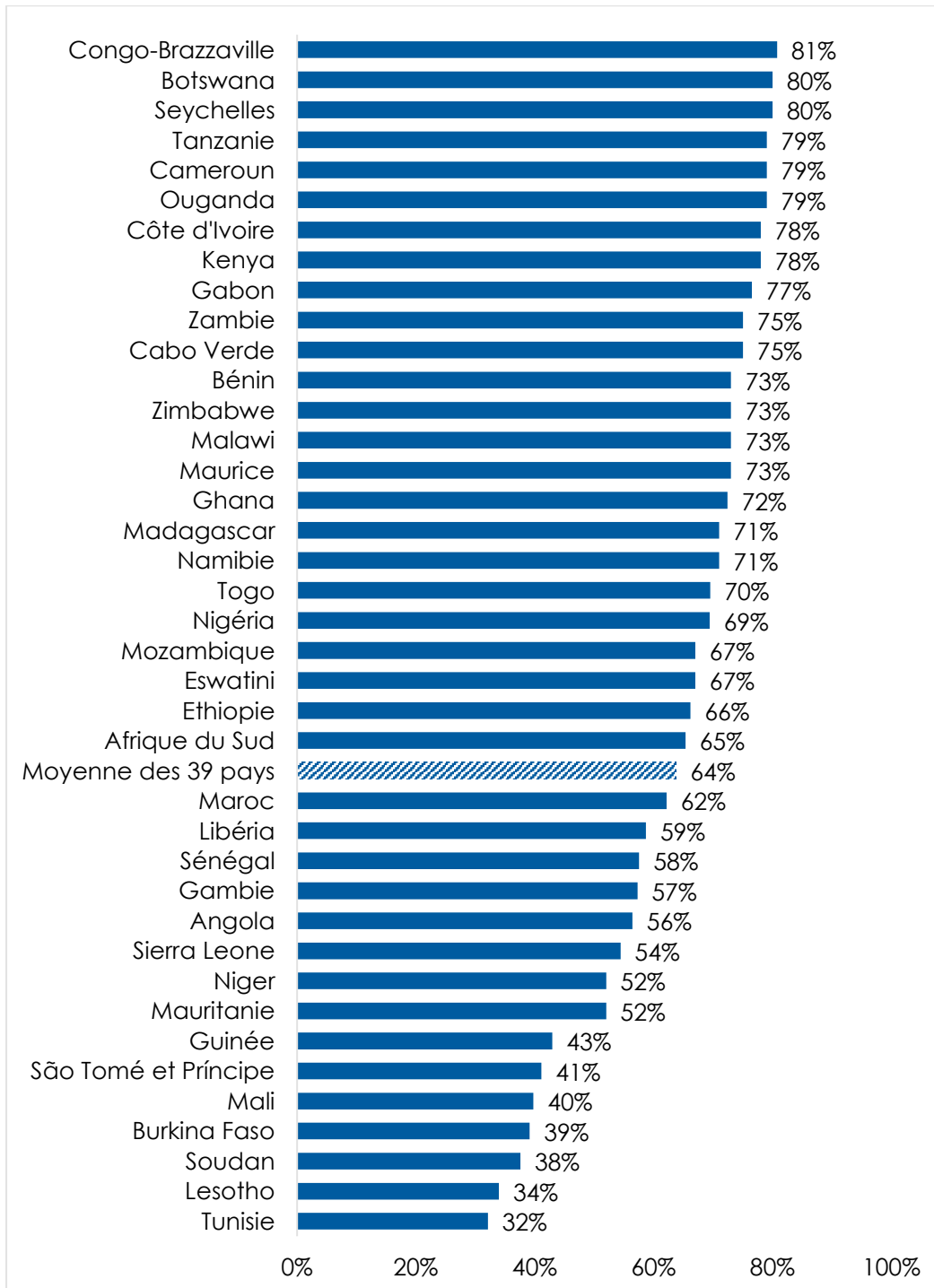
Affirmation 2 : Plusieurs partis politiques sont nécessaires pour garantir que les citoyens de ce pays aient réellement le choix de ceux qui vont les gouverner.

---

Pour sonder vous-même ces données, veuillez visiter notre outil  
d'analyse en ligne au [www.afrobarometer.org/online-data-analysis](http://www.afrobarometer.org/online-data-analysis).

---

**Figure 6 : Soutien à la compétition multipartite** | 39 pays | 2021/2023



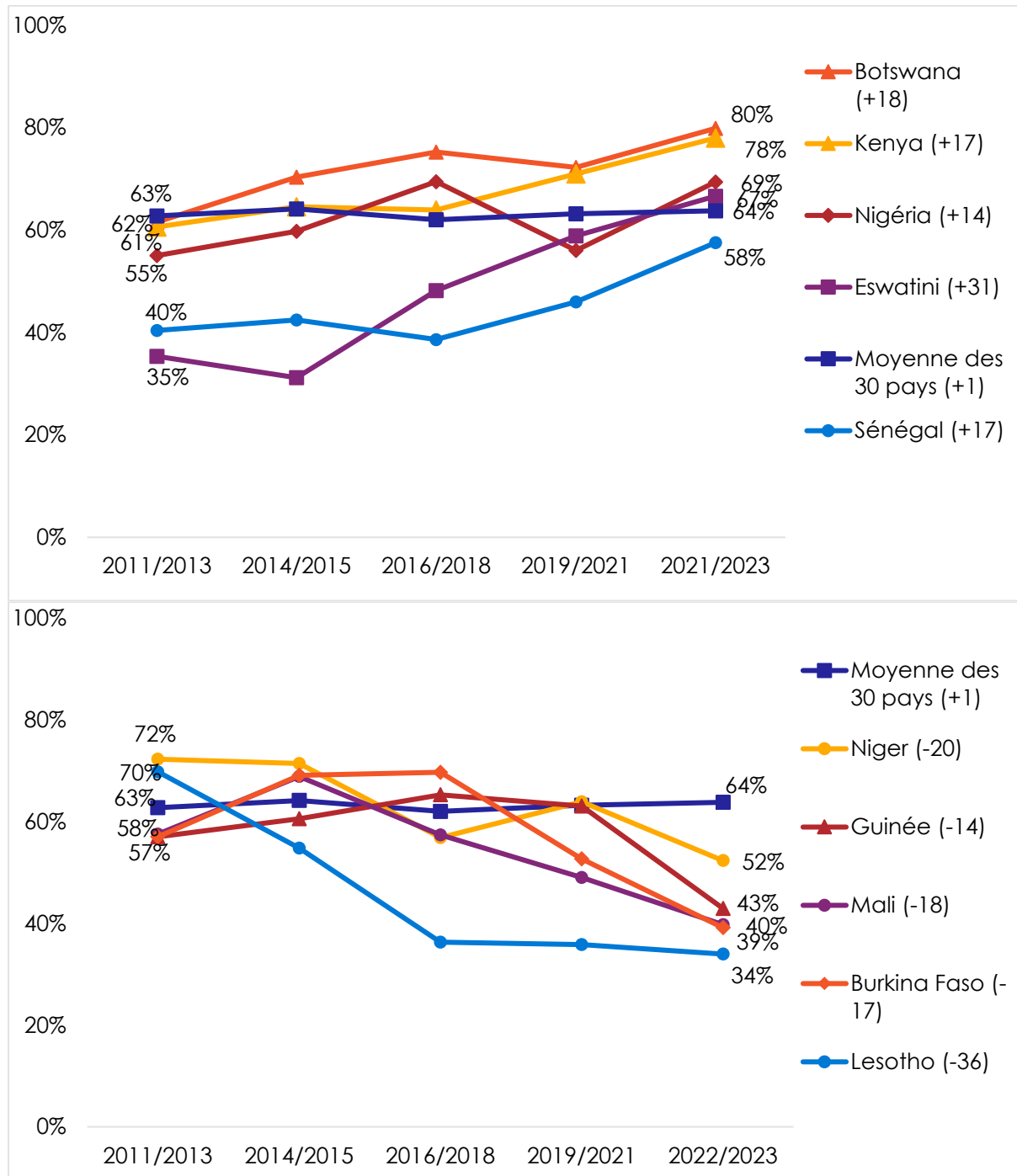
**Question posée aux répondants :** Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?

Affirmation 1 : Les partis politiques créent la division et la confusion ; il n'est donc pas nécessaire d'en avoir plusieurs dans ce pays.

Affirmation 2 : Plusieurs partis politiques sont nécessaires pour garantir que les citoyens de ce pays aient réellement le choix de ceux qui vont les gouverner.

(% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec l'Affirmation 2)

**Figure 7 : Soutien à la compétition multipartite** | plus grands gagnants et perdants  
 | 30 pays | 2011-2021



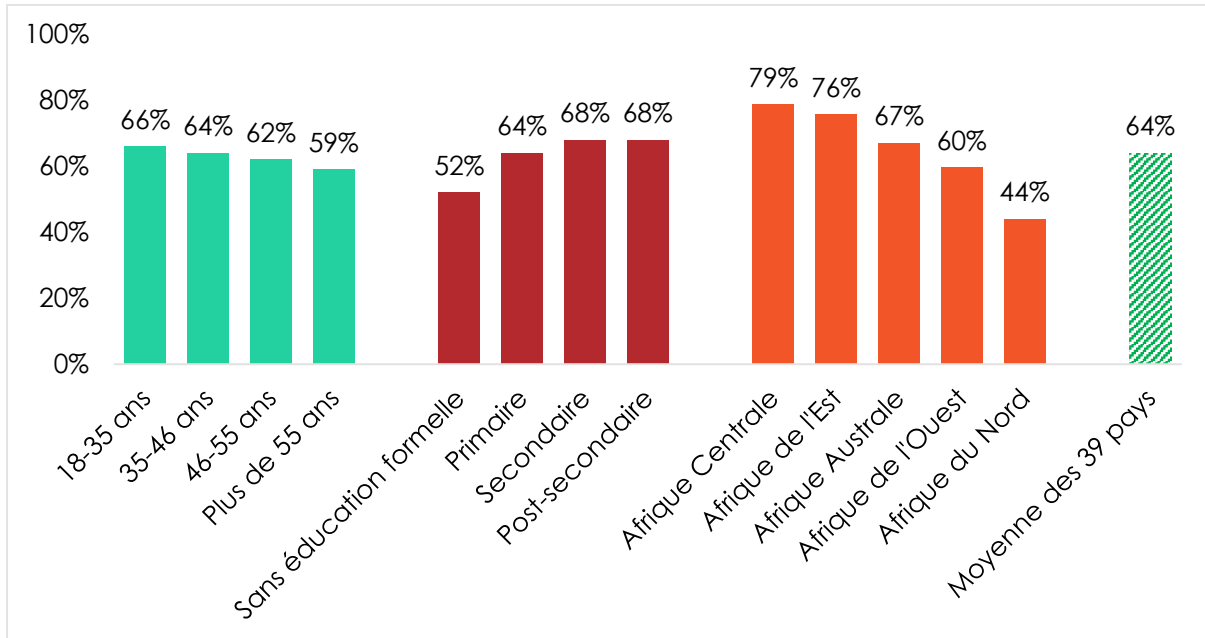
**Question posée aux répondants :** Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?

Affirmation 1 : Les partis politiques créent la division et la confusion ; il n'est donc pas nécessaire d'en avoir plusieurs dans ce pays.

Affirmation 2 : Plusieurs partis politiques sont nécessaires pour garantir que les citoyens de ce pays aient réellement le choix de ceux qui vont les gouverner.

(% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec l'Affirmation 2)

**Figure 8 : Soutien à la compétition multipartite** | par groupe démographique  
 | 39 pays | 2021/2023



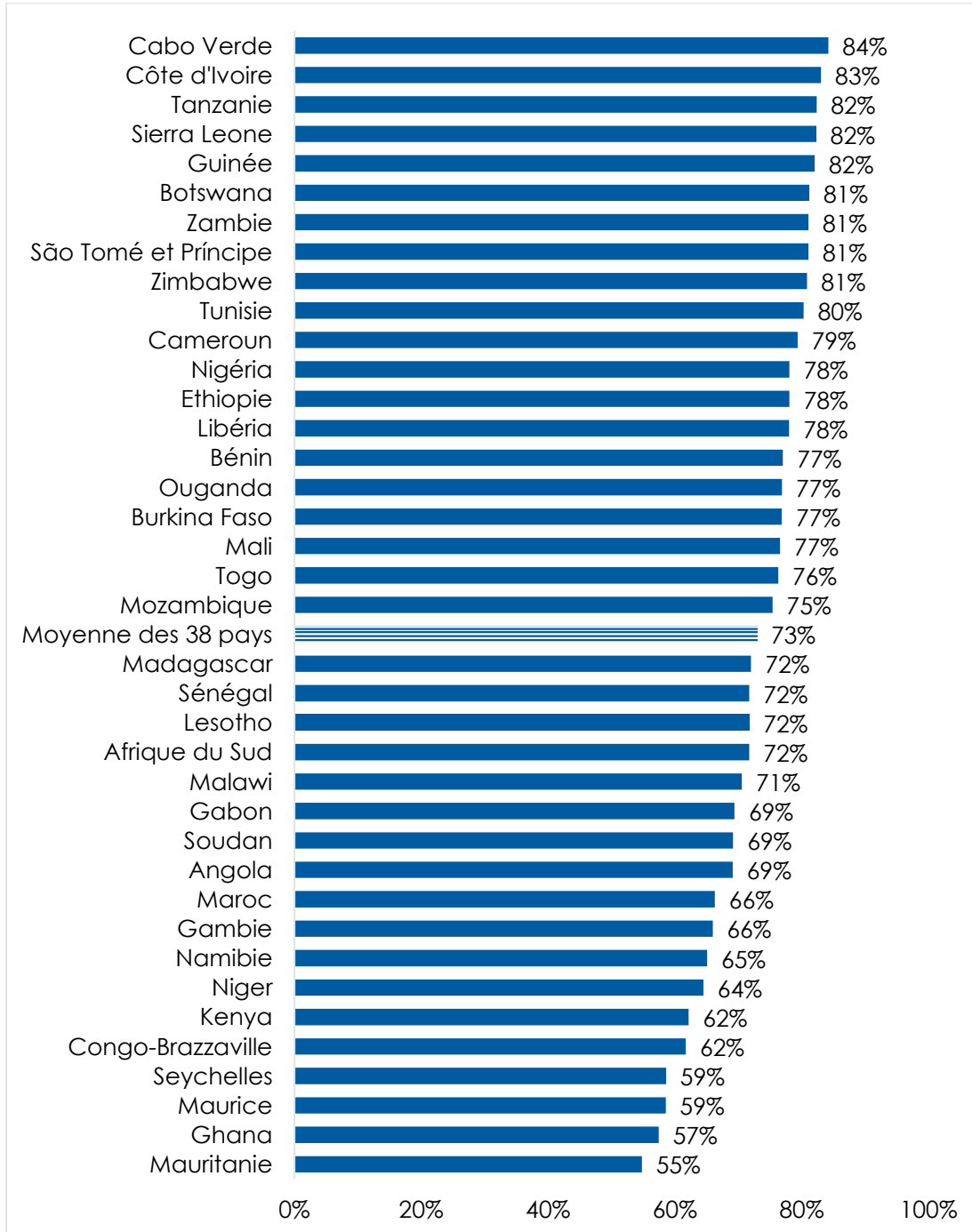
**Question posée aux répondants :** Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?

Affirmation 1 : Les partis politiques créent la division et la confusion ; il n'est donc pas nécessaire d'en avoir plusieurs dans ce pays.

Affirmation 2 : Plusieurs partis politiques sont nécessaires pour garantir que les citoyens de ce pays aient réellement le choix de ceux qui vont les gouverner.

(% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec l'Affirmation 2)

**Figure 9 : Après avoir perdu une élection : Contrôler ou coopérer avec le gouvernement ? | 38 pays\* | 2021/2023**



**Question posée aux répondants :** Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?

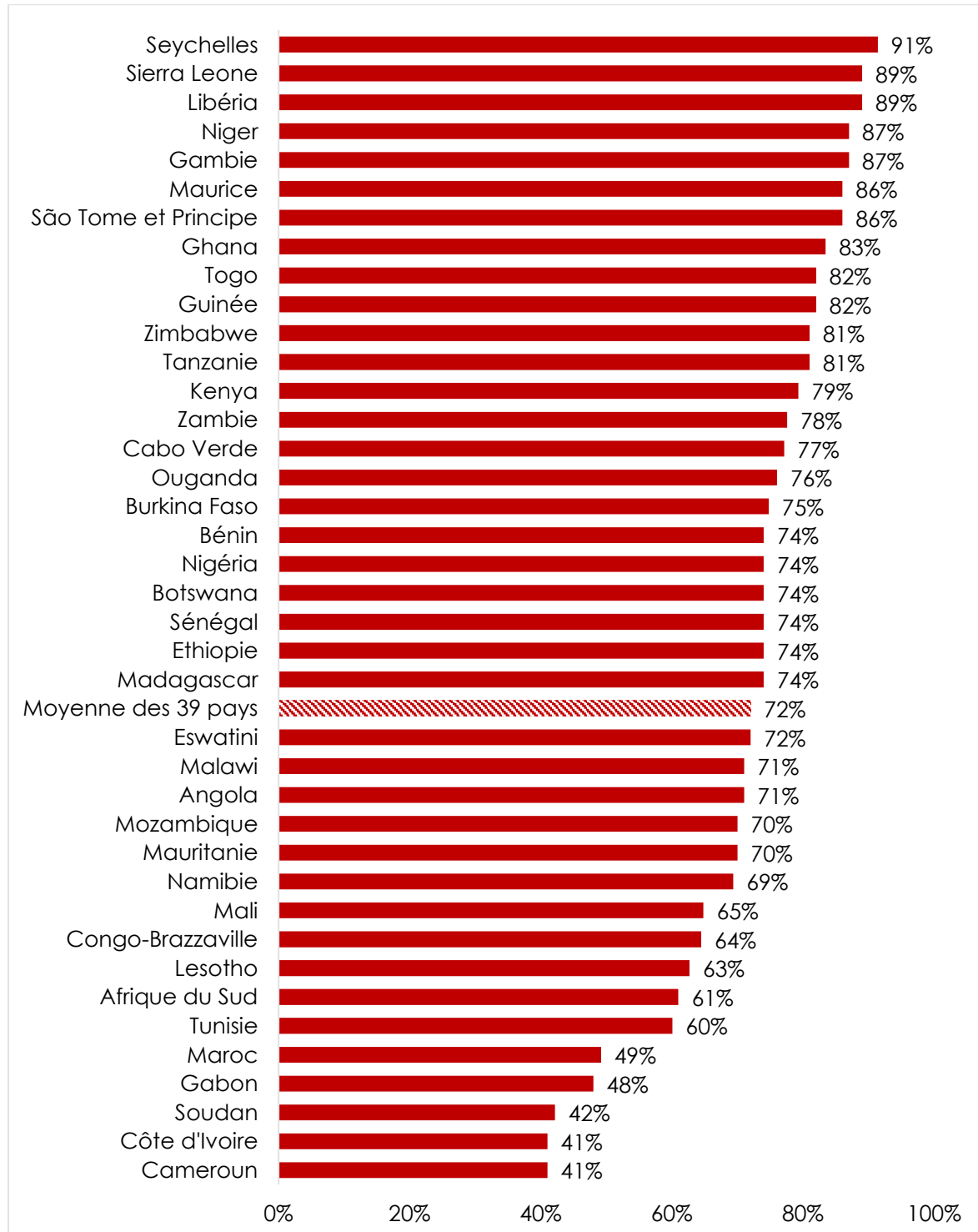
Affirmation 1 : Après avoir perdu une élection, les partis de l'opposition devraient suivre et critiquer le gouvernement afin de le rendre compte de ses actes.

Affirmation 2 : Une fois l'élection terminée, les partis d'opposition et les politiciens de l'opposition devraient taire leur défaite et coopérer avec le gouvernement pour l'aider à développer le pays. (% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec l'Affirmation 2)

\* La question n'a pas été demandée en Eswatini.

**Participation aux élections**

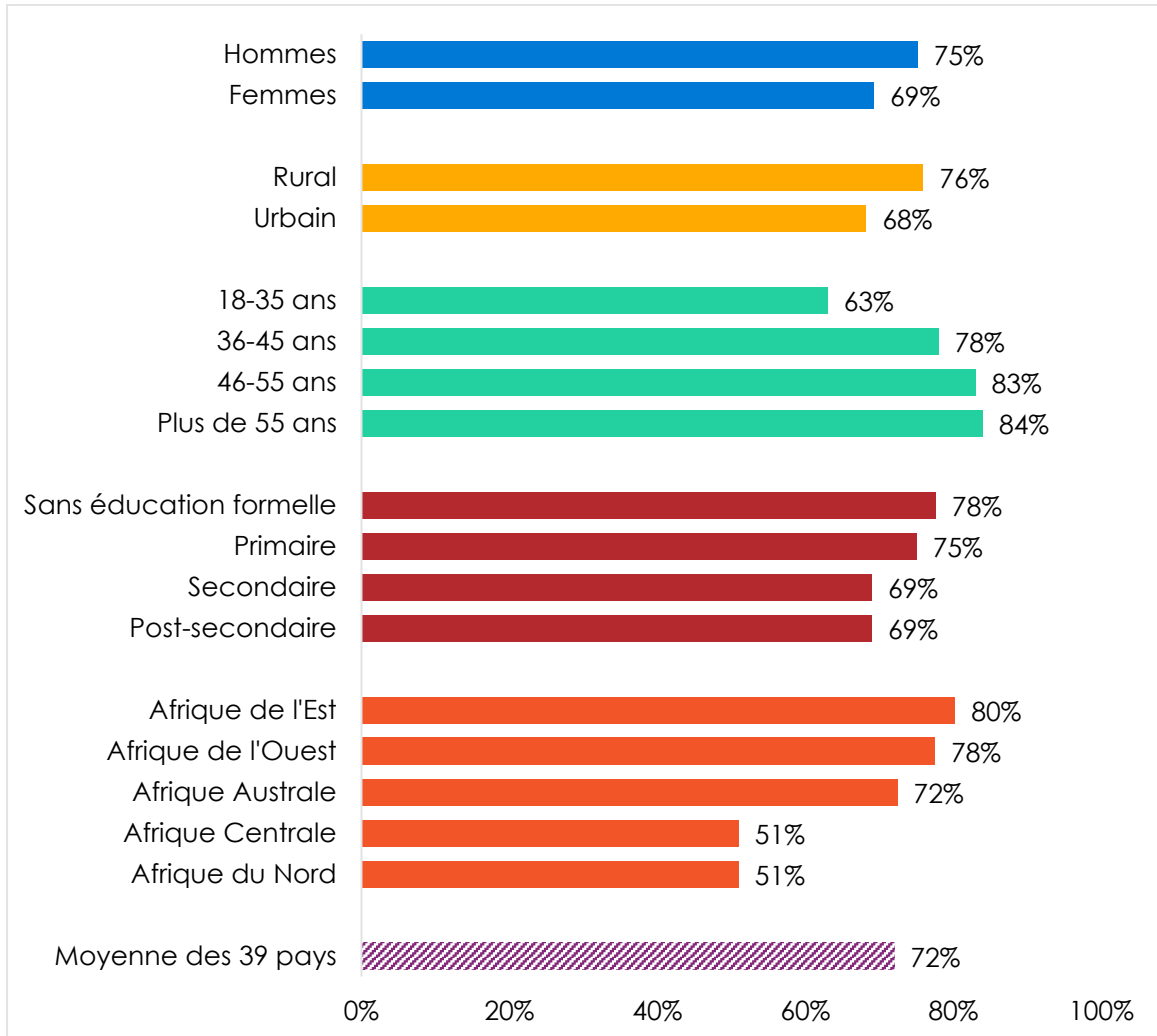
**Figure 10 : Avoir voté aux dernières élections | 39 pays | 2021/2023**



**Question posée aux répondants :** Lors de la dernière élection nationale de [20XX], avez-vous voté, ou non, ou étiez-vous trop jeune pour voter ? Ou vous ne pouvez-vous rappeler si vous avez voté ? (% qui disent avoir voté) (Les répondants qui étaient trop jeunes pour voter ont été exclus.)



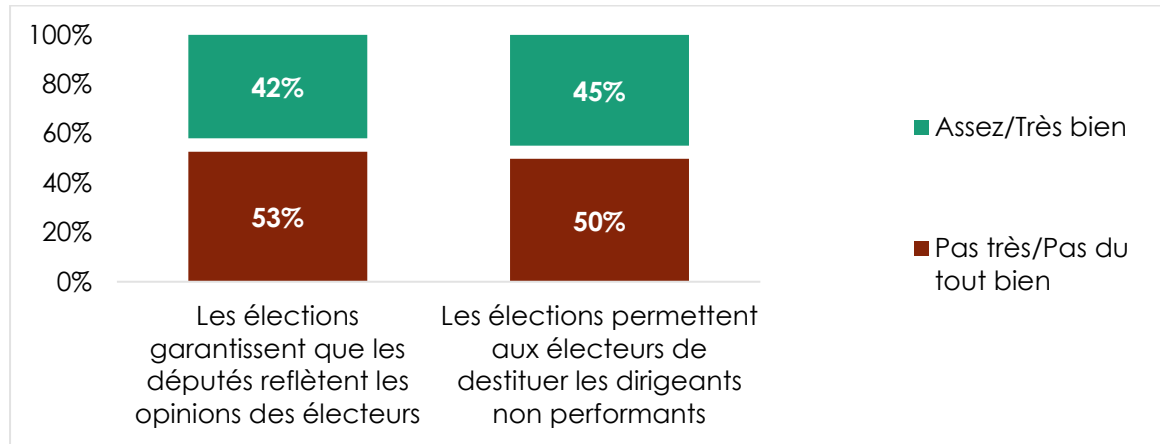
**Figure 11 : Avoir voté aux dernières élections** | par groupe démographique  
 | 39 pays | 2021/2023



**Question posée aux répondants :** Lors de la dernière élection nationale de [20XX], avez-vous voté, ou non, ou étiez-vous trop jeune pour voter ? Ou vous ne pouvez-vous rappeler si vous avez voté ? (% qui disent avoir voté) (Les répondants qui étaient trop jeunes pour voter ont été exclus.)

## A quel point les élections sont-elles efficaces ?

**Figure 12 : Efficacité des élections** | 39 pays\* | 2021/2023



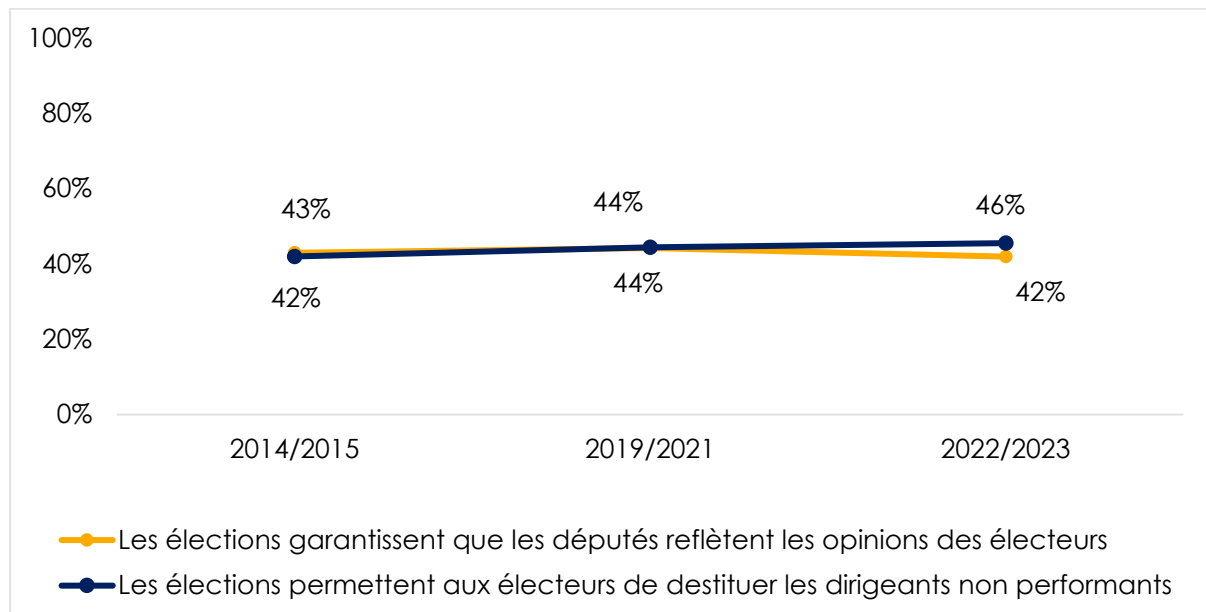
**Questions posées aux répondants :** En pensant à la manière dont les élections se déroulent en pratique dans ce pays, à quel point les élections :

Assurent-elles que les députés à l'Assemblée Nationale reflètent les vues des électeurs ?

Garantissent-elles que les électeurs puissent révoquer les dirigeants qui ne combinent pas leurs attentes ?

\* Les résultats pour la question sur les parlementaires n'incluent pas le Burkina Faso, où cette question n'a pas été posée à l'ensemble de l'échantillon.

**Figure 13 : Efficacité des élections** | 31 pays\* | 2014-2023



**Questions posées aux répondants :** En pensant à la manière dont les élections se déroulent en pratique dans ce pays, à quel point les élections :

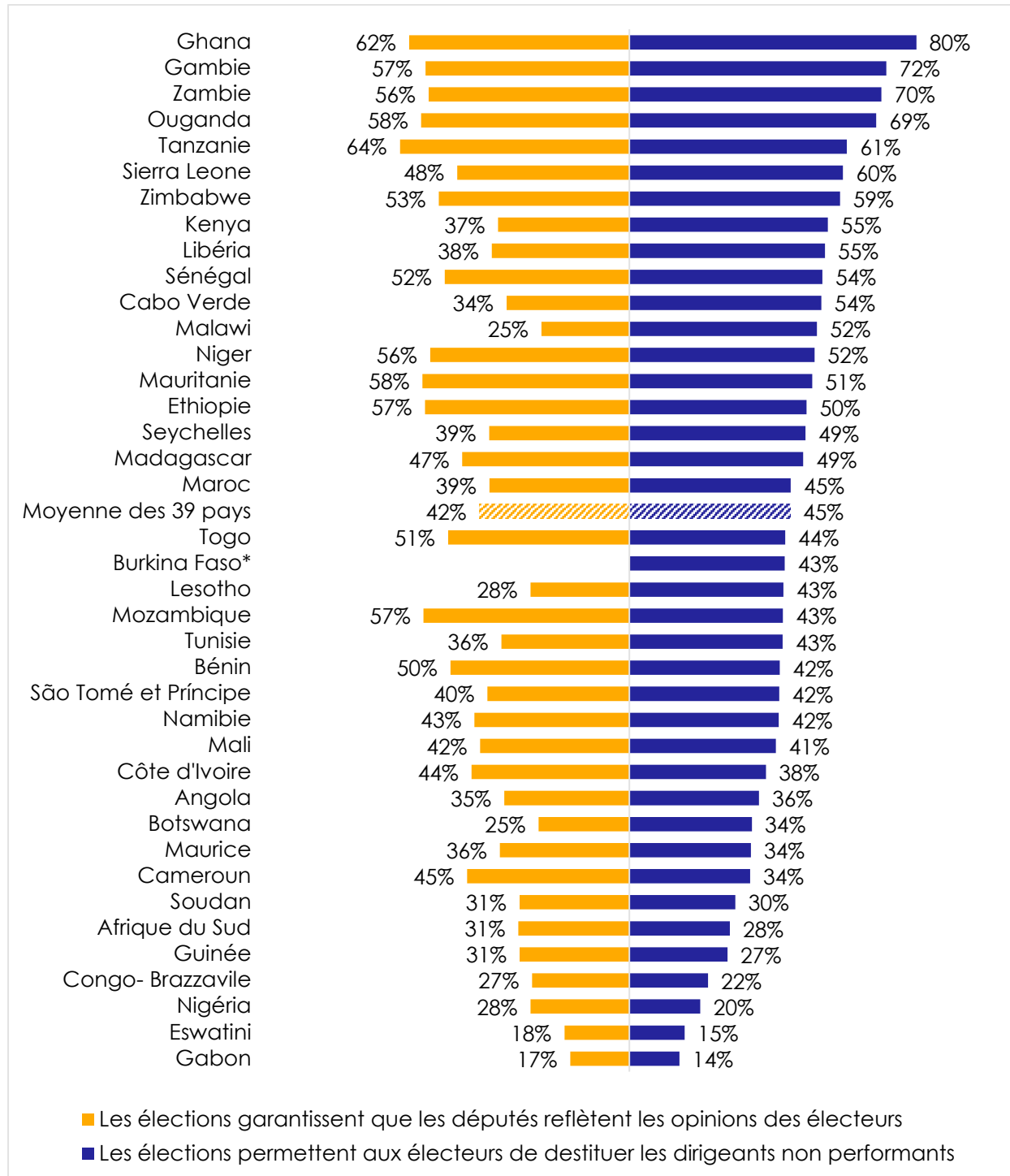
Assurent-elles que les députés à l'Assemblée Nationale reflètent les vues des électeurs ?

Garantissent-elles que les électeurs puissent révoquer les dirigeants qui ne combinent pas leurs attentes ?

(% qui disent « assez bien » ou « très bien »)

\* Les résultats pour la question sur les parlementaires n'incluent pas le Burkina Faso, où cette question n'a pas été posée à l'ensemble de l'échantillon.

**Figure 14 : Efficacité des élections | 39 pays\* | 2021/2023**



**Questions posées aux répondants :** En pensant à la manière dont les élections se déroulent en pratique dans ce pays, à quel point les élections :

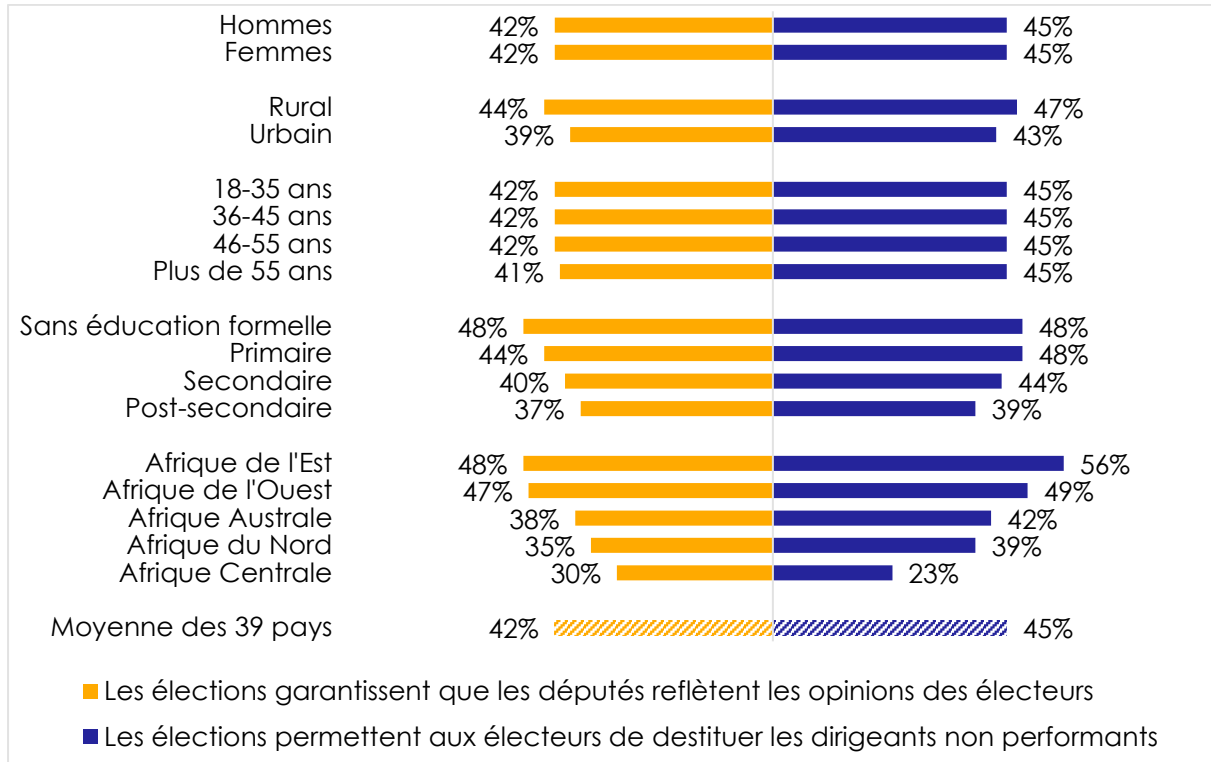
Assurent-elles que les députés à l'Assemblée Nationale reflètent les vues des électeurs ?

Garantissent-elles que les électeurs puissent révoquer les dirigeants qui ne combleront pas leurs attentes ?

(% qui disent « assez bien » ou « très bien »)

\* Les résultats pour la question sur les parlementaires n'incluent pas le Burkina Faso, où cette question n'a pas été posée à l'ensemble de l'échantillon.

**Figure 15 : Efficacité des élections** | par groupe démographique | 39 pays\*  
 | 2021/2023



**Questions posées aux répondants :** En pensant à la manière dont les élections se déroulent en pratique dans ce pays, à quel point les élections :

Assurent-elles que les députés à l'Assemblée Nationale reflètent les vues des électeurs ?

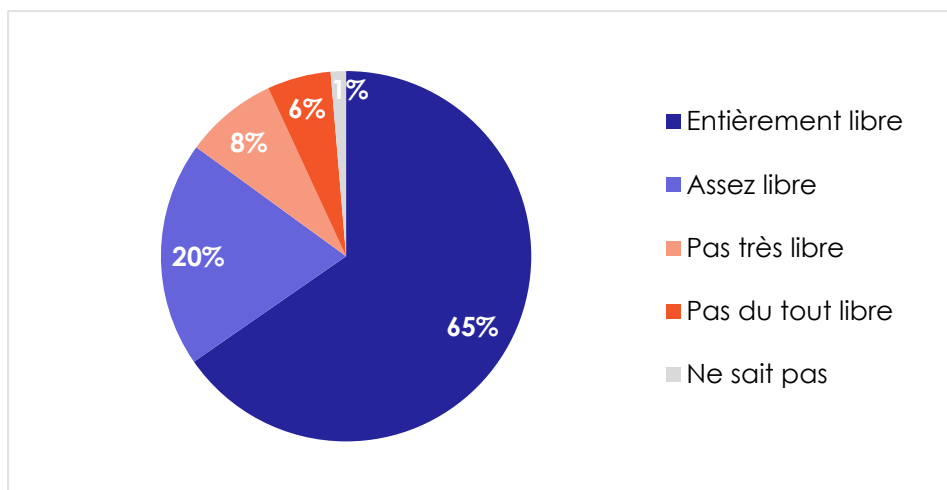
Garantissent-elles que les électeurs puissent révoquer les dirigeants qui ne combent pas leurs attentes ?

(% qui disent « assez bien » ou « très bien »)

\* Les résultats pour la question sur les parlementaires n'incluent pas le Burkina Faso, où cette question n'a pas été posée à l'ensemble de l'échantillon.

## Qualité et légitimité des élections

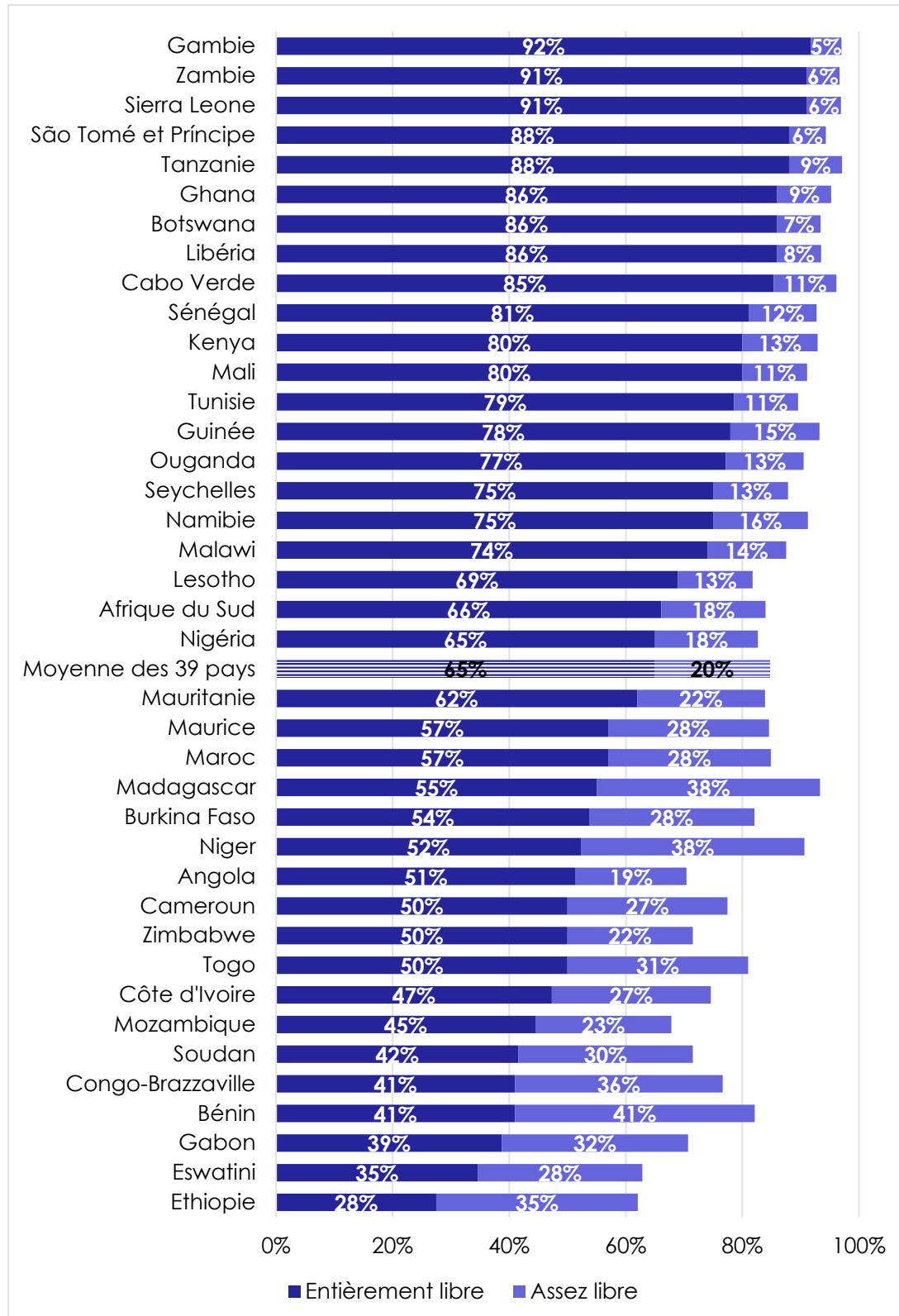
**Figure 16 : Etre libre de voter sans pression** | 39 pays | 2021/2023



**Question posée aux répondants :**

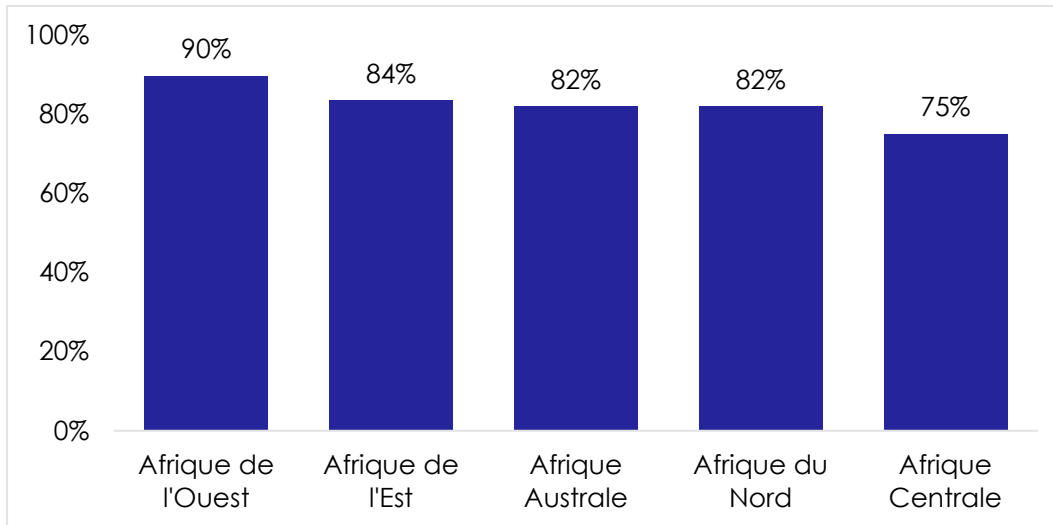
Dans ce pays, à quel point êtes-vous libre de choisir sans pression la personne pour laquelle vous allez voter ?

**Figure 17 : Etre libre de voter sans pression | 39 pays | 2021/2023**



**Question posée aux répondants :** Dans ce pays, à quel point êtes-vous libre de choisir sans pression la personne pour laquelle vous allez voter ?

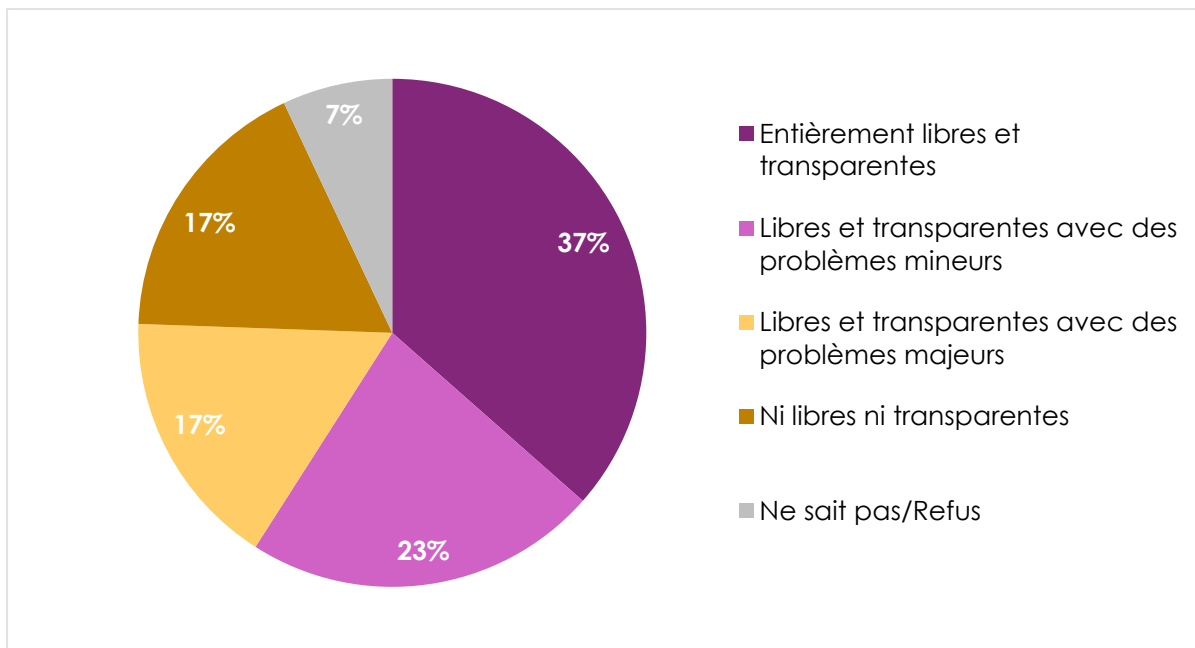
**Figure 18 : Etre libre de voter sans pression** | par région | 39 pays | 2021/2023



**Question posée aux répondants :** Dans ce pays, à quel point êtes-vous libre de choisir sans pression la personne pour laquelle vous allez voter ? (% qui disent « entièrement libre » ou « assez libre »)

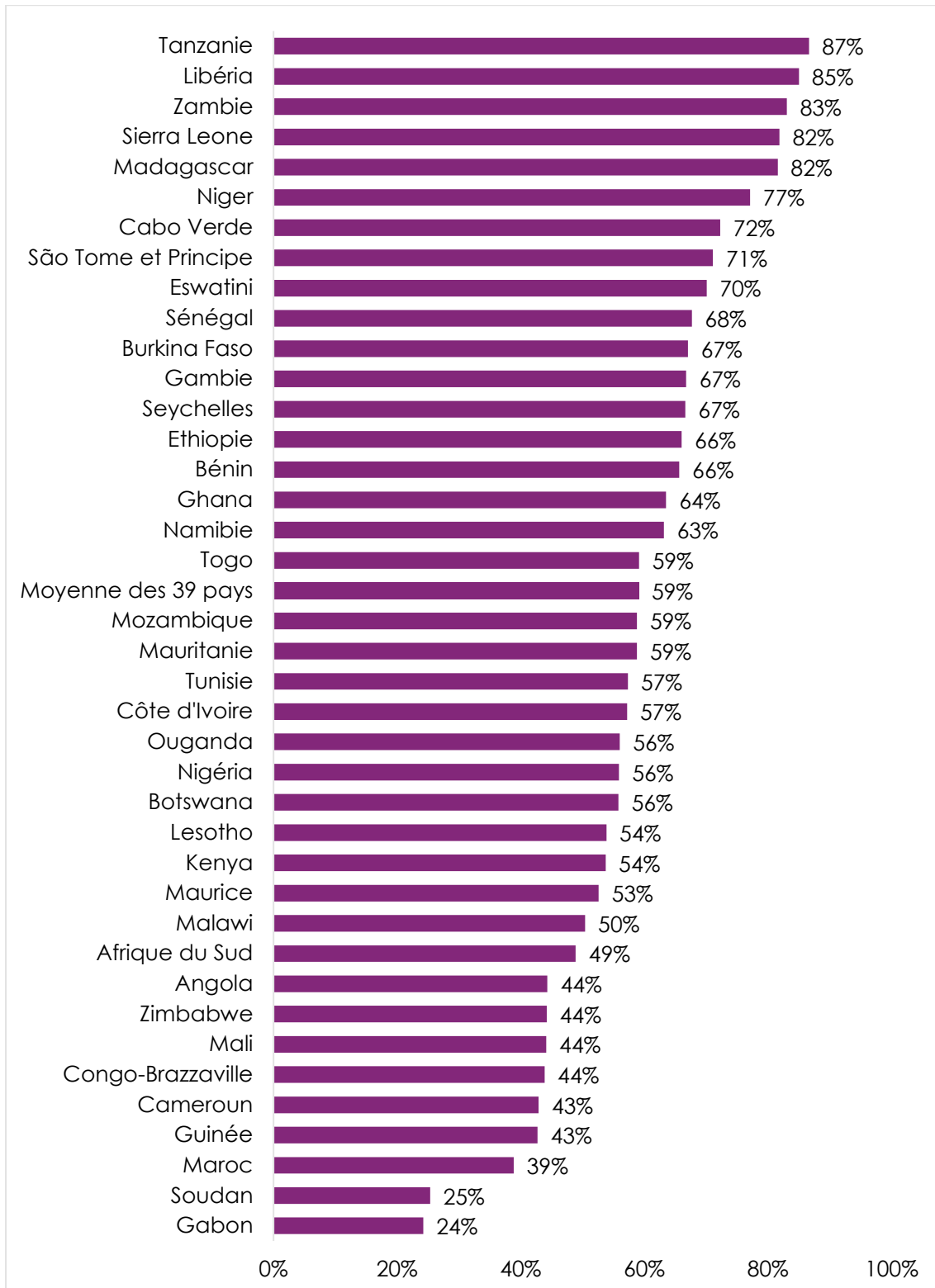
**Figure 19 : A quel point les dernières élections ont été libres et transparentes ?**

| 39 pays | 2021/2023



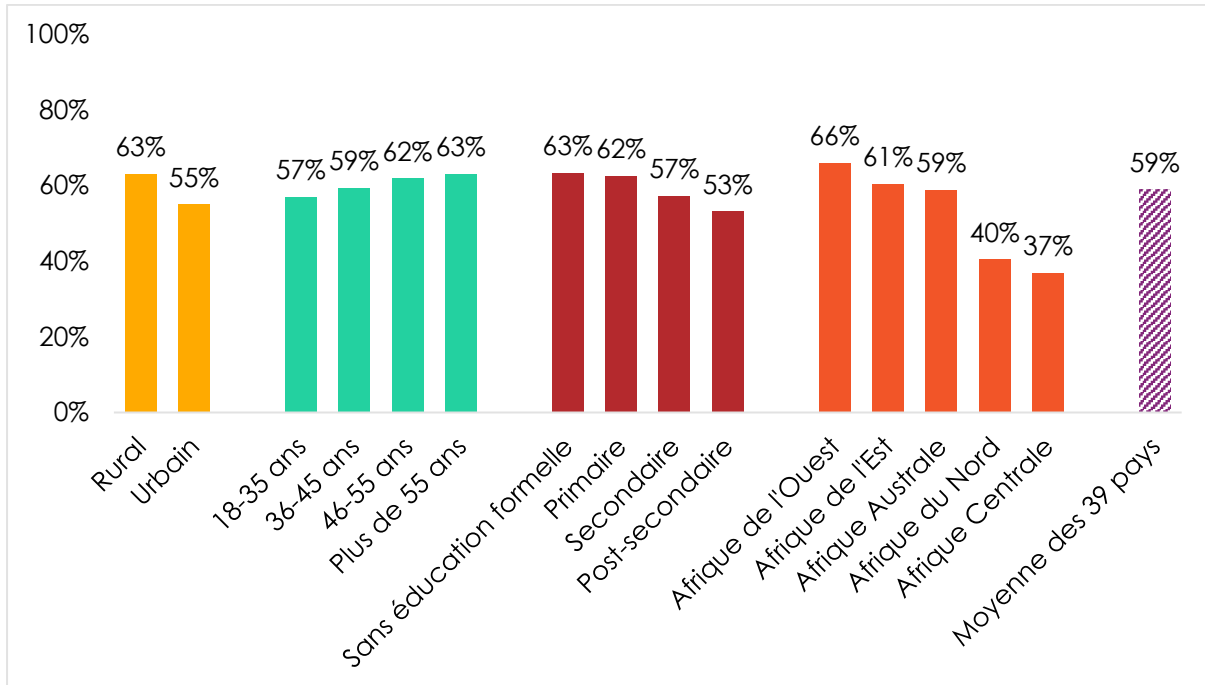
**Question posée aux répondants :** Globalement et selon vous, à quel point les toutes dernières élections de [20XX] étaient-elles libres et transparentes ?

**Figure 20 : Dernières élections ont été libres et transparentes** | 39 pays | 2021/2023



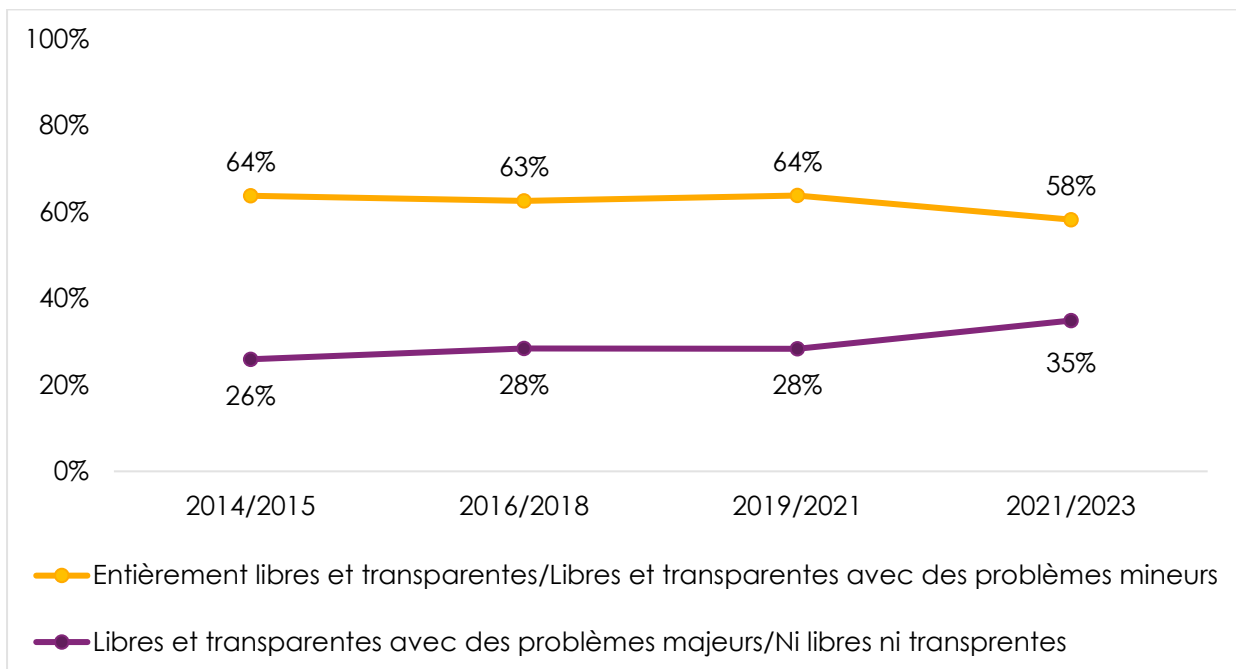
**Question posée aux répondants :** Globalement et selon vous, à quel point les toutes dernières élections de [20XX] étaient-elles libres et transparentes ? (% qui disent « entièrement libres et transparentes » ou « libres et transparentes avec des problèmes mineurs »)

**Figure 21 : Les dernières élections étaient libres et transparentes** | par groupe démographique | 39 pays | 2021/2023



**Question posée aux répondants :** Globalement et selon vous, à quel point les toutes dernières élections de [20XX] étaient-elles libres et transparentes ? (% qui disent « entièrement libres et transparentes » ou « libres et transparentes avec des problèmes mineurs »)

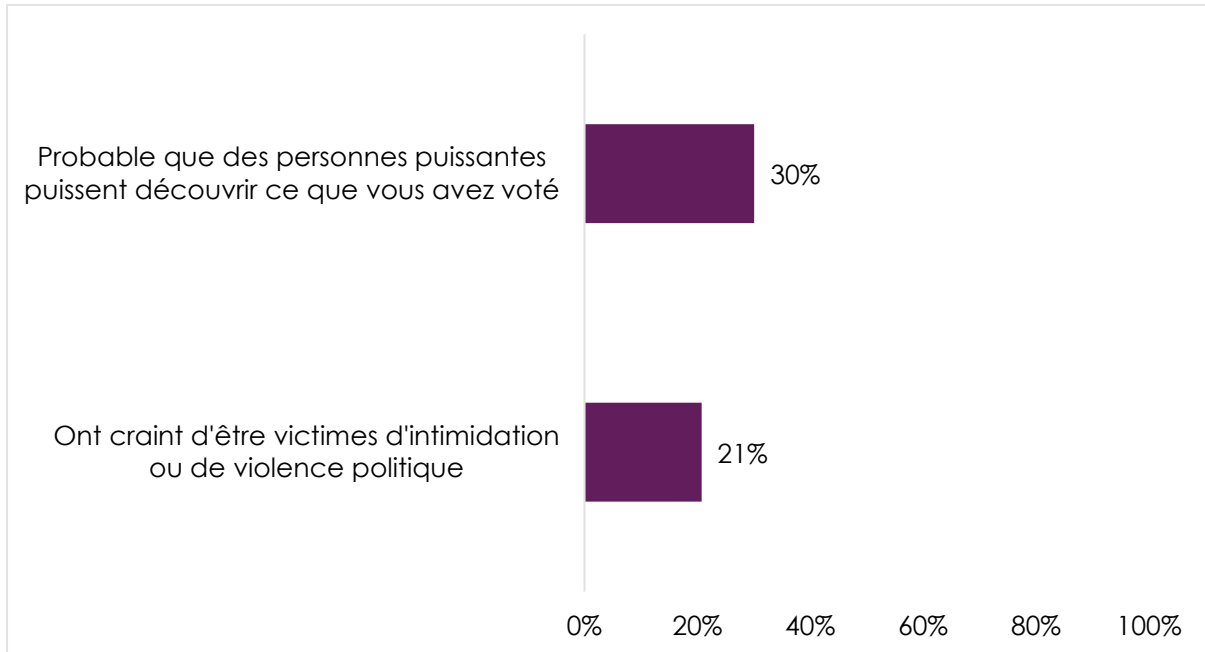
**Figure 22 : A quel point les dernières élections ont été libres et transparentes ?** | 31 pays | 2014-2023



**Question posée aux répondants :** Globalement et selon vous, à quel point les toutes dernières élections de [20XX] étaient-elles libres et transparentes ?



**Figure 23 : Qualité des élections : Caractère secret du scrutin et peur de la violence**  
| 39 pays | 2021/2023



**Questions posées aux répondants :**

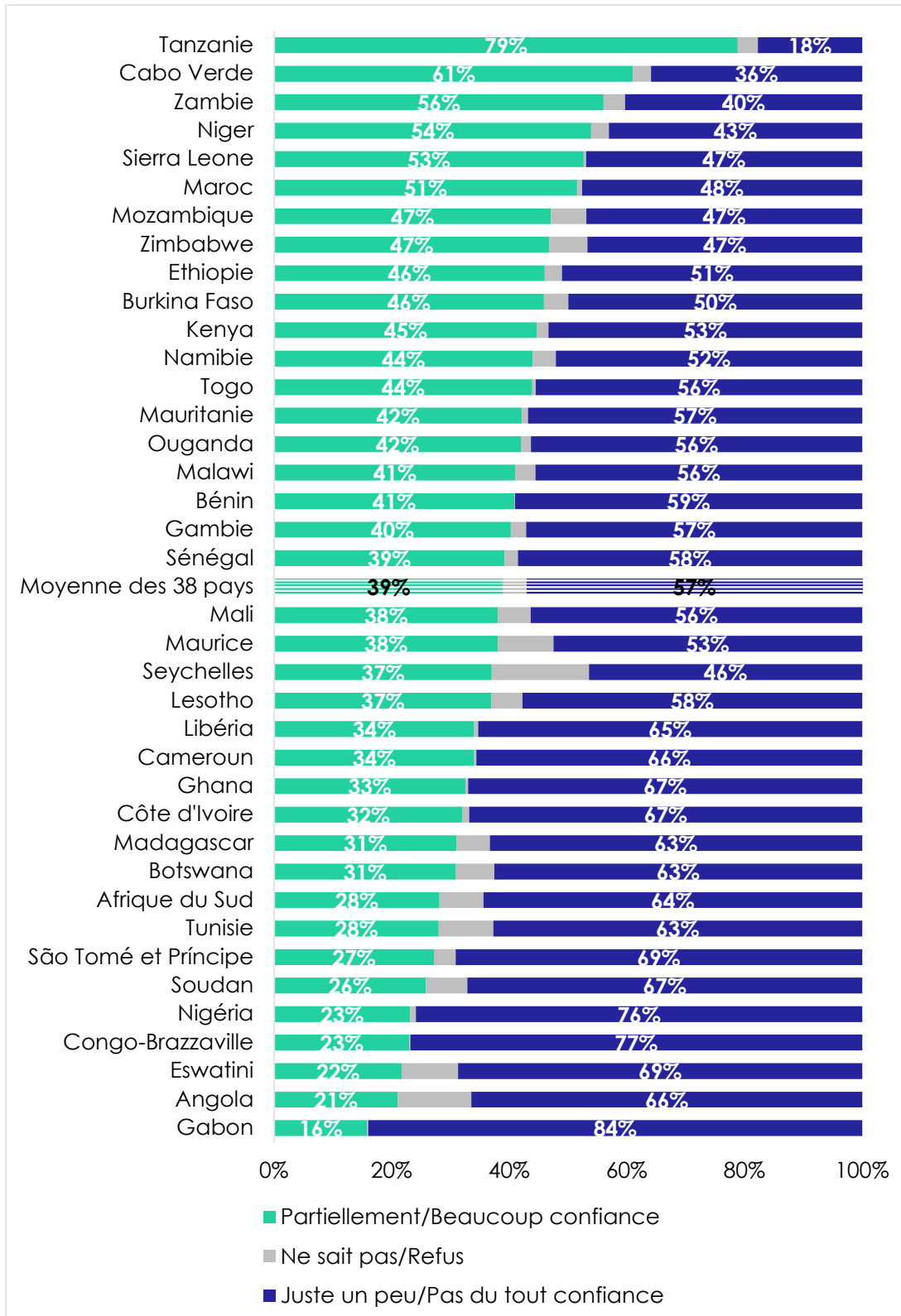
*Quelle est la probabilité, selon vous, que des personnes puissantes puissent être au courant de votre vote, même si le scrutin est censé être confidentiel dans ce pays ? (% qui disent « quelque peu probable » ou « très probable »)*

*Au cours de la dernière campagne des élections nationales de 20XX, à quel degré avez-vous eu peur d'être victime d'intimidation politique ou de violence ? (% qui disent « quelque peu » ou « beaucoup »)*

**Tableau 1 : Caractère secret du vote et peur de la violence** | 39 pays | 2021/2023

	Probable que des personnes puissantes puissent découvrir ce que vous avez voté	Ont craint d'intimidation ou de violence lors des dernières élections
Soudan	53%	10%
Cameroun	52%	24%
Tunisie	48%	11%
Maurice	47%	5%
Mozambique	46%	34%
Afrique du Sud	43%	16%
Congo-Brazzaville	41%	28%
Côte d'Ivoire	40%	30%
Gabon	40%	23%
Ethiopie	39%	15%
Seychelles	37%	8%
Nigéria	37%	32%
Eswatini	36%	16%
Niger	36%	18%
Botswana	34%	9%
Angola	34%	17%
Maroc	33%	5%
Kenya	30%	38%
Mali	29%	18%
Guinée	29%	47%
Namibie	29%	15%
Bénin	27%	23%
Mauritanie	27%	18%
Libéria	25%	21%
Malawi	24%	34%
Cabo Verde	23%	7%
Sénégal	21%	23%
Burkina Faso	21%	17%
Togo	21%	31%
Lesotho	21%	11%
Ouganda	21%	47%
São Tomé et Príncipe	18%	10%
Ghana	18%	17%
Zimbabwe	17%	33%
Madagascar	17%	4%
Sierra Leone	16%	21%
Zambie	15%	37%
Gambie	15%	23%
Tanzanie	13%	12%
<b>Moyenne des 39 pays</b>	<b>30%</b>	<b>21%</b>
<b>Clé</b>	<b>&lt;20%</b>	<b>21%-30</b>
	<b>31%-40%</b>	<b>41%-50%</b>
	<b>&gt;50%</b>	

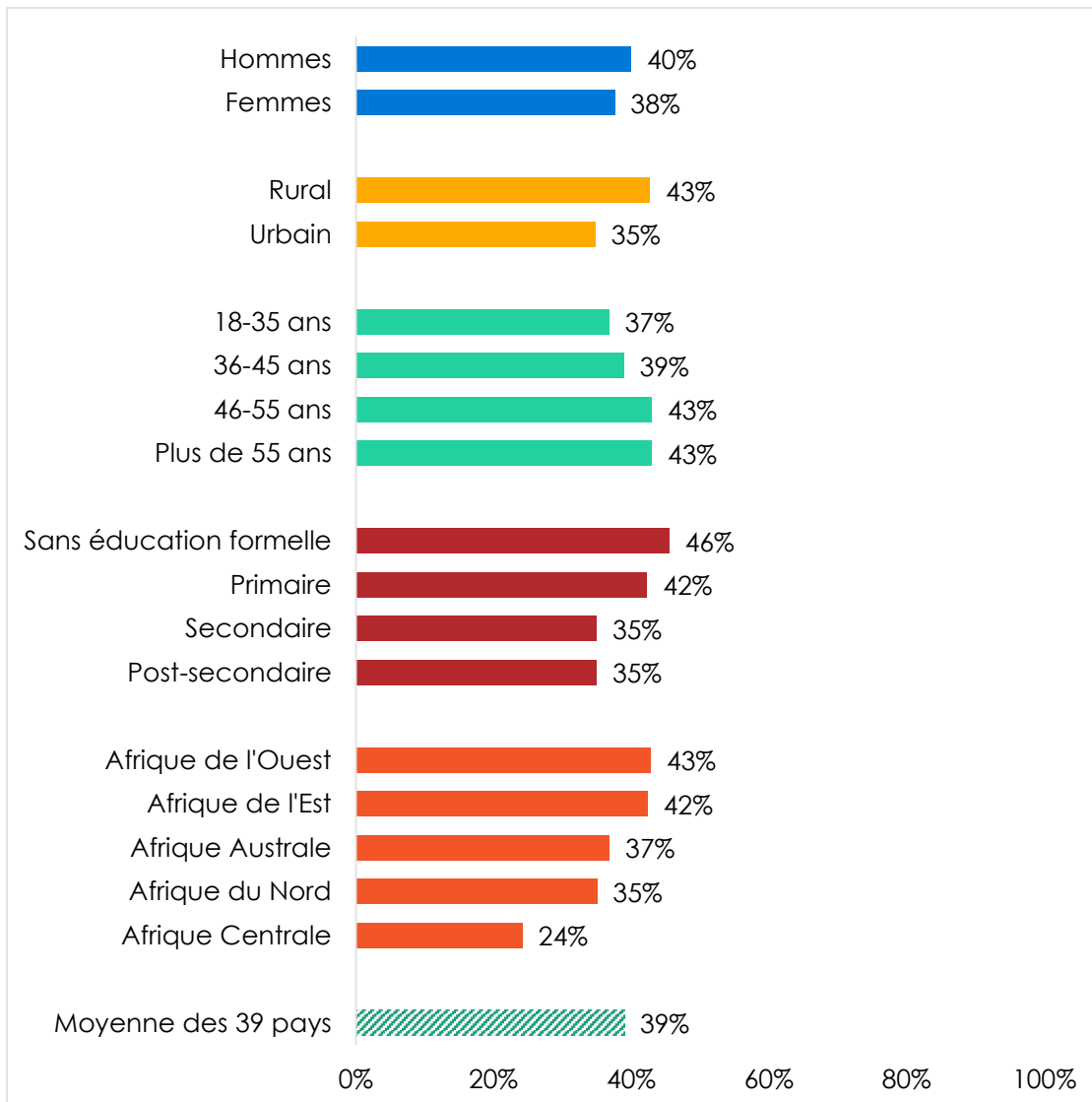
**Figure 24 : Confiance à la commission électorale** | 38 pays\* | 2021/2023



**Question posée aux répondants :** A quel point faites-vous confiance à la commission électorale nationale, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?

\* La question n'a pas été posée en Guinée.

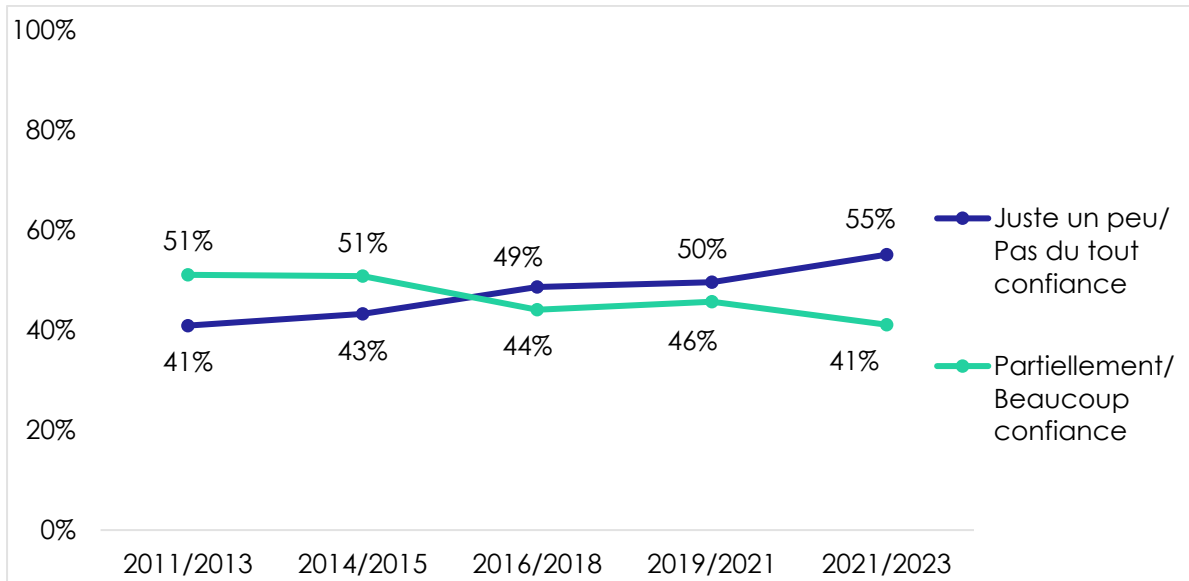
**Figure 25 : Confiance à la commission électorale** | 38 pays\* | 2021/2023



**Question posée aux répondants :** A quel point faites-vous confiance à la commission électorale nationale, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ? (% qui disent « partiellement confiance » ou « beaucoup confiance »)

\* La question n'a pas été posée en Guinée.

**Figure 26 : Confiance à la commission électorale** | 27 pays\* | 2011-2023



**Question posée aux répondants :** A quel point faites-vous confiance à la commission électorale nationale, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?

\* La question n'a pas été posée en Guinée, au Maroc et en Tunisie durant chaque round.

## References

- Adekoya, R. (2021). Why are coups making a comeback in Africa? CNN. 13 septembre.
- Africanews. (2023). Africa: the 7 military coups over the last three years. 30 août.
- Afrobarometer. (2023). Les Africains désirent plus de démocratie, mais leurs dirigeants ne les écoutent toujours pas. Document de Politique No. 85 d'Afrobarometer.
- AJLabs. (2023). Mapping Africa's coups d'état across the years. Al Jazeera. 30 août.
- Al Jazeera. (2017). Gambia crisis ends as Yahya Jammeh leaves for exile
- Bratton, M., & Bhojedhur, S. (2019). Les Africains désirent des élections transparentes – surtout celles porteuses d'alternance. Document de Politique No. 58 d'Afrobarometer.
- Chemam, M. (2024). Year of elections has Africa poised for political shake-up in 2024. RFI. 3 janvier.
- Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest. (2001). Protocole a/sp1/12/01 sur la démocratie et la bonne gouvernance additionnel au protocole relatif au mécanisme de prévention, de gestion, de règlement des conflits, de maintien de la paix et de la sécurité.
- Darracq, V., & Magnani, V. (2011). Les élections en Afrique : Un mirage démocratique ? *Politique Etrangère*, 4(Hiver), 839-850.
- EISA (Institut Electoral pour une Démocratie Durable en Afrique). (2024). EISA African election calendar 2024.
- Freedom House. (2019). Democracy in retreat.
- Gueye, B. (2009). La démocratie en Afrique : Succès et résistances. *Pouvoirs*, 2(129), 5-26.
- Institut d'Etudes de Sécurité. (2023). The evolution of coups in Africa. PSC Report.
- M'Cormack-Hale, F., & Dome, M. Z. (2022a). En Afrique, le soutien aux élections s'affaiblit ; beaucoup doutent qu'elles permettent de tenir redevables leurs élus. Dépêche No. 551 d'Afrobarometer.
- M'Cormack-Hale, F., & Dome, M. Z. (2022b). Africans want elections, but fewer believe they work. Washington Post Monkey Cage. 12 février.
- Mattes, R., & Patel, J. (2022). La pauvreté vécue resurgit. Document de Politique No. 84 d'Afrobarometer.
- Mbulle-Nziege, L., & Cheeseman, N. (2022). Coups in Africa: Why they don't spell the end of democracy. BBC. 7 février.
- Penar, P. (2016). African citizens have very low levels of trust in how elections are run. Conversation. 6 octobre.
- Penar, P. H., Aiko, R., Bentley, T., & Han, K. (2016). La gestion des élections en Afrique: Qualité des processus, confiance publique sont des questions centrales. Document de Politique No. 35 d'Afrobarometer.
- Sawyer, K. (2022). Can't buy me trust: Why are Africa's elections so costly yet contested? African Arguments.
- Zounmenou, D., & Adam, N. (2021). Les « réformes électorales » étouffent la démocratie en Afrique de l'Ouest. Institut d'Etudes de Sécurité.

## Annexe

**Tableau A.1 : Dates des travaux de terrain d'Afrobarometer au titre du Round 9 et des rounds précédents**

Pays	Travaux de terrain du Round 9	Rounds d'enquêtes précédents
<b>Afrique du Sud</b>	Nov.-déc. 2022	2000, 2002, 2006, 2008, 2011, 2015, 2018, 2021
<b>Angola</b>	Fév.-mars 2022	2019
<b>Bénin</b>	Janv. 2022	2005, 2008, 2011, 2014, 2017, 2020
<b>Botswana</b>	Juin-juillet 2022	1999, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017, 2019
<b>Burkina Faso</b>	Sept.-oct. 2022	2008, 2012, 2015, 2017, 2019
<b>Cabo Verde</b>	Juillet-août 2022	2002, 2005, 2008, 2011, 2014, 2017, 2019
<b>Cameroun</b>	Mars 2022	2013, 2015, 2018, 2021
<b>Congo-Brazzaville</b>	Juin-juillet 2023	NA
<b>Côte d'Ivoire</b>	Nov.-déc. 2021	2013, 2014, 2017, 2019
<b>Eswatini</b>	Oct.-nov. 2022	2013, 2015, 2018, 2021
<b>Ethiopie</b>	Mai-juin 2023	2013, 2020
<b>Gabon</b>	Nov.-déc. 2021	2015, 2017, 2020
<b>Gambie</b>	Août-sept. 2022	2018, 2021
<b>Ghana</b>	Avril 2022	1999, 2002, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017, 2019
<b>Guinée</b>	Août 2022	2013, 2015, 2017, 2019
<b>Kenya</b>	Nov.-déc. 2021	2003, 2005, 2008, 2011, 2014, 2016, 2019
<b>Lesotho</b>	Fév.-mars 2022	2000, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017, 2020
<b>Libéria</b>	Août-sept. 2022	2008, 2012, 2015, 2018, 2020
<b>Madagascar</b>	Avril-mai 2022	2005, 2008, 2013, 2015, 2018
<b>Malawi</b>	Fév. 2022	1999, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017, 2019
<b>Mali</b>	Juillet 2022	2001, 2002, 2005, 2008, 2013, 2014, 2017, 2020
<b>Maroc</b>	Août-sept. 2022	2013, 2015, 2018, 2020
<b>Maurice</b>	Mars 2022	2012, 2014, 2017, 2020
<b>Mauritanie</b>	Nov. 2022	NA
<b>Mozambique</b>	Oct.-nov. 2022	2002, 2005, 2008, 2012, 2015, 2018, 2021
<b>Namibie</b>	Oct.-nov. 2021	1999, 2003, 2006, 2008, 2012, 2014, 2017, 2019
<b>Niger</b>	Juin 2022	2013, 2015, 2018, 2020
<b>Nigéria</b>	Mars 2022	2000, 2003, 2005, 2008, 2013, 2015, 2017, 2020
<b>Ouganda</b>	Janv. 2022	2000, 2002, 2005, 2008, 2012, 2015, 2017, 2019
<b>São Tomé et Príncipe</b>	Déc. 2022	2015, 2018
<b>Sénégal</b>	Mai-juin 2022	2002, 2005, 2008, 2013, 2014, 2017, 2021
<b>Seychelles</b>	Déc. 2022	NA
<b>Sierra Leone</b>	Juin-juillet 2022	2012, 2015, 2018, 2020
<b>Soudan</b>	Nov.-déc. 2022	2013, 2015, 2018, 2021
<b>Tanzanie</b>	Sept.-oct. 2022	2001, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017, 2021
<b>Togo</b>	Mars 2022	2012, 2014, 2017, 2021
<b>Tunisie</b>	Fév. Mars 2022	2013, 2015, 2018, 2020
<b>Zambie</b>	Août-sept. 2022	1999, 2003, 2005, 2009, 2013, 2014, 2017, 2020
<b>Zimbabwe</b>	Mars-avril 2022	1999, 2004, 2005, 2009, 2012, 2014, 2017, 2021

**Hervé Akinocho** est le directeur du Center for Research and Opinion Polls (CROP), le partenaire national d'Afrobarometer au Togo. Email : [hervé.akinocho@crop-africa.org](mailto:hervé.akinocho@crop-africa.org).

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationaux est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) de l'University of Nairobi au Kenya. Michigan State University (MSU) et University of Cape Town (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain pour la Paix, de la Fondation Mo Ibrahim, des Open Society Foundations – Africa, de Luminata, de la Fondation William et Flora Hewlett, de la Fondation Bill & Melinda Gates, de la Fondation Mastercard, de la Fondation David et Lucile Packard, de la Commission de l'Union Européenne, de la Banque Mondiale, du Ministère des Affaires Etrangères de la Finlande, de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda, de l'Ambassade de la Suède au Zimbabwe, du Centre Mondial du Pluralisme et de GIZ.

Les dons permettent à Afrobarometer de donner une voix aux citoyens africains. Veuillez penser à faire une contribution (à [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org)) ou contacter Felix Biga ([felixbiga@afrobarometer.org](mailto:felixbiga@afrobarometer.org)) ou Runyararo Munetsi ([runyararo@afrobarometer.org](mailto:runyararo@afrobarometer.org)) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter le #VoicesAfrica.



Dépêche No. 761 d'Afrobarometer | 2 février 2024